

# MINISTÈRE DE LA JUSTICE | COUR D'APPEL DE VERSAILLES | BÂTIMENT PROVISOIRE

## TOME 1 : PROGRAMME FONCTIONNEL

15 avril 2025

  
**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## Informations relatives au document

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

**Auteur(s)** M. PARES / M. VILLEDIEU  
**Volume du document** V4 / BASJ26401

### HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Version	Date	Rédigé par	Vérifié par	Modifications
V0	29-01-2025	MV	MP	
V1	19-02-2025	MP		Intégration d'observations du 14-02-2025
V2	21-03-2025	MP		Intégration d'observations du 13-03-2025
V3	14-04-2025	MP		Intégration d'observations ABF - ACMH
V4	15-04-2025	MP		Intégration d'observations ABF – ACMH - Ville

# SOMMAIRE

---

<b>1</b>	<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>CONTEXTE DE LA MISSION .....</b>	<b>6</b>
<b>2.1</b>	<b>Activités judiciaires.....</b>	<b>6</b>
2.1.1	La Cour d'Appel dans l'ordre judiciaire .....	6
2.1.2	Le ressort géographique .....	7
<b>2.2</b>	<b>Organisation des services et des effectifs .....</b>	<b>7</b>
2.2.1	Les acteurs de la juridiction .....	7
2.2.2	Les effectifs .....	9
<b>3</b>	<b>PRÉSENTATION DU SITE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1</b>	<b>Localisation.....</b>	<b>12</b>
<b>3.2</b>	<b>Organisation générale.....</b>	<b>13</b>
3.2.1	Le plan-masse.....	13
3.2.2	Les accès au site .....	14
3.2.3	Les accès aux locaux .....	15
3.2.4	Le bilan fonctionnel et technique.....	16
<b>3.3</b>	<b>Le schéma directeur de rénovation de la cour d'appel.....</b>	<b>17</b>
3.3.1	Les principes généraux .....	17
3.3.2	Les ambitions du schéma directeur à l'échelle du site .....	18
3.3.3	Les ambitions du schéma directeur pour la construction provisoire .....	19
3.3.4	Les données de dimensionnement du bâtiment provisoire .....	19
<b>4</b>	<b>CONTRAINTES DE L'OPÉRATION .....</b>	<b>23</b>
<b>4.1</b>	<b>Contraintes réglementaires .....</b>	<b>23</b>
4.1.1	Monument historique .....	23
4.1.2	Réglementation urbaine .....	23
<b>4.2</b>	<b>Maintien de l'activité pendant les travaux.....</b>	<b>24</b>
<b>4.3</b>	<b>Maintien des stationnements et des circulations.....</b>	<b>24</b>
<b>4.4</b>	<b>Contraintes de sureté .....</b>	<b>24</b>
<b>4.5</b>	<b>Interfaces avec les travaux de restauration de la cour d'honneur .....</b>	<b>24</b>
<b>5</b>	<b>ORIENTATIONS ARCHITECTURALES .....</b>	<b>26</b>
<b>6</b>	<b>PROGRAMME FONCTIONNEL.....</b>	<b>28</b>
<b>6.1</b>	<b>Présentation des unités fonctionnelles .....</b>	<b>28</b>
<b>6.2</b>	<b>Schéma de fonctionnement.....</b>	<b>29</b>
<b>6.3</b>	<b>Organisation générale.....</b>	<b>29</b>
6.3.1	Contraintes d'implantation.....	29
6.3.2	Contraintes d'organisation .....	29
6.3.3	Accès .....	30

6.3.4 Circulations.....	30
6.4 Surface du projet .....	34
6.5 Description des unités fonctionnelles .....	37
6.5.1 Les espaces publics (AC, AD) .....	37
6.5.2 Les espaces tertiaires (CIV, PEN).....	40
6.5.3 Les espaces de services (SCC, LOG) .....	43
6.5.4 Locaux techniques .....	44
6.6 Évolutions du bâtiment provisoire lors des phases ultérieures .....	45
7 ANNEXES .....	46
7.1 Matérialité du bâtiment .....	46

# 1 PRÉAMBULE

Le présent document « Programme Fonctionnel » constitue le tome 1 du programme de l'opération. Il formalise l'ensemble des exigences, contraintes et besoins nécessaires à l'élaboration du projet architectural et traduit les besoins liés à l'activité et au fonctionnement. Il rassemble notamment les données suivantes :

- Les orientations générales du Maître d'ouvrage ;
- La définition des besoins : la nature des locaux, leur organisation fonctionnelle, les accès et dessertes ;
- Les unités fonctionnelles et l'ensemble des relations à mettre en place.

Le programme de l'opération est constitué de 3 tomes :

- **Tome 1 : programme fonctionnel**
- Tome 2 : programme technique
- Tome 3 : fiches espaces

Le Maître d'œuvre doit intégrer les prescriptions de ces documents dans la conception du bâtiment.

En cas de contradiction entre certaines prescriptions dans les différents textes, la prescription la plus contraignante sera prise en compte. Les éventuelles contradictions relevées, ainsi que les solutions proposées, sont systématiquement signalées par le Maître d'œuvre au Maître d'Ouvrage.

## 2 CONTEXTE DE LA MISSION

La Cour d'Appel de Versailles est installée dans les anciennes écuries du Roi de Versailles depuis la fin des années 70, à la suite du démembrement de la Cour d'Appel de Paris en 1978.

Le bâtiment est protégé au titre des Monuments Historiques et encadré par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de la ville de Versailles.

Malgré la richesse architecturale extérieure des bâtiments, les espaces intérieurs ne sont pas adaptés à l'usage (tertiaire ou d'audiences), ni au confort moderne et aux diverses réglementations (accessibilité, incendie, par exemple). De nombreuses actions ont été entreprises au fil des années, notamment des travaux de rénovation des façades et des toitures ainsi que la réfection de la cour d'honneur, sans vision globale des interventions.

Depuis 2019, la Maîtrise d'Ouvrage mène des études de préprogrammation et de faisabilité ayant conduit à la stabilisation :

- Des besoins surfaciques et fonctionnels au regard des effectifs projetés ;
- D'un zoning de réaménagement et de relocalisation des pôles et salles d'audience ;
- D'un phasage de la rénovation.

La présente opération s'inscrit dans un projet plus large de rénovation de l'ensemble de la Cour d'Appel de Versailles. Elle porte sur la première phase des travaux : **réalisation d'une construction provisoire dans la cour d'honneur destinée à accueillir temporairement diverses fonctions de la Cour d'Appel pendant les différentes phases de rénovation des bâtiments existants.**

### 2.1 Activités judiciaires

#### 2.1.1 La Cour d'Appel dans l'ordre judiciaire

Juridiction de deuxième degré, la Cour d'Appel statue sur des contentieux en appel. Elle réexamine donc des affaires jugées une première fois par une juridiction de premier degré comme le Tribunal Judiciaire, le Tribunal de Commerce ou le Conseil de Prud'hommes.

La Cour d'Appel de Versailles accueille donc des juridictions civiles et pénales :

- Les juridictions pénales règlent les litiges entre les personnes et sanctionnent les atteintes contre les personnes, les biens et la société. Lorsqu'elles sont chargées de juger les personnes soupçonnées d'une infraction (conduite sans permis, vol, meurtre), ce sont des juridictions dites pénales ou répressives ;
- Les juridictions civiles n'infligent pas de peines, mais tranchent un conflit (loyer, divorce, consommation, héritage).

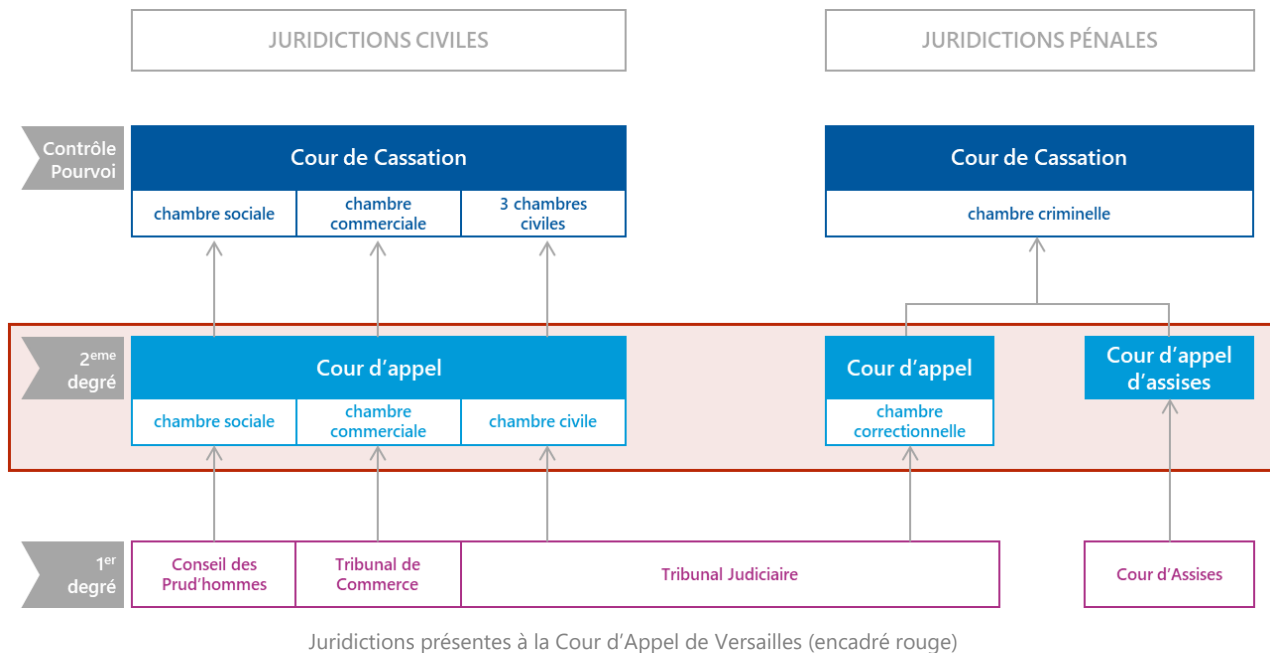
Les juridictions suivantes sont hébergées dans la Cour d'Appel de Versailles :

- Le **siège** est composé de trois services :
  - Service civil :
    - 8 chambres civiles,
    - 3 chambres de la famille et des tutelles,
    - 2 chambres commerciales
  - Service social : 8 chambres sociales
  - Service pénal :
    - 4 chambres pénales,
    - 3 chambres de l'instruction
    - 4 cours d'Assises,
- Le **Parquet Général** est organisé en 7 pôles :

- Pôle de suivi des politiques pénales, terrorisme et lutte contre la radicalisation violente,
- Pôle d'action publique,
- Pôle des affaires criminelles et correctionnelles,
- Pôle de la chambre de l'instruction,
- Pôle économique, financier et commercial,
- Pôle des professions réglementées, des affaires civiles et de la famille,
- Pôle de l'entraide internationale et de l'exécution des peines.

Le site accueille également la Cour d'Assises du Tribunal Judiciaire de Versailles.

Le Service Administratif Régional (SAR) est implanté sur un autre site non concerné par l'opération.



## 2.1.2 Le ressort géographique

Le ressort désigne le champ de compétence d'une juridiction d'un point de vue géographique.

La Cour d'Appel de Versailles est compétente pour 4 départements des régions d'Ile-de-France et du Centre :

- Les Yvelines (78)
- Les Hauts-de-Seine (92)
- L'Eure-et-Loir (28)
- Le Val-d'Oise (95)

## 2.2 Organisation des services et des effectifs

### 2.2.1 Les acteurs de la juridiction

Des populations d'une grande diversité (familles, prévenus libres, mineurs, victimes ...) se croisent dans la Cour d'Appel, en relation avec le grand éventail d'affaires traitées. On peut distinguer les usagers et les utilisateurs.

*Les usagers*

Ils comprennent le public des visiteurs, les justiciables sans convocation, les personnes convoquées, les témoins, et les justiciables détenus. On distingue le public visiteur (citoyen venant assister à une audience ou accompagnateur d'un justiciable) et le justiciable (personne ayant affaire à la justice) :

- le **public visiteur** est un public non orienté qui ne connaît pas la Cour et qui vient pour la première fois se renseigner ou assister à une audience : il n'accède qu'aux espaces publics depuis l'entrée principale ;
- les **justiciables sans convocation et convoqués** sont des publics orientés, habilités à pénétrer au-delà de l'accueil central et de la salle des pas perdus. Ce sont en particulier des personnes qui, préalablement informées au niveau de l'accueil, doivent se rendre aux audiences, au GUG (Guichet unique de greffe) ou dans un service pour le traitement du dossier. À noter que dans une juridiction de deuxième degré, seuls les avocats sont autorisés à faire les démarches auprès des services, il est donc très rare qu'un justiciable accède à un service ;
- les **témoins et jurés** qui sont des personnes convoquées, se rendent aux audiences depuis les espaces administratifs par un circuit distinct du précédent.

L'attention des concepteurs est en outre attirée sur deux points importants qui doivent être pris en compte pour l'organisation et la qualité spatiale des espaces d'accueil :

- le **public ne vient pas pour le plaisir** : l'état d'esprit général du public est donc celui d'une certaine appréhension, face à une organisation « nébuleuse » vue de l'extérieur, avec des procédures compliquées, peu lisibles pour les non-initiés, et des répercussions majeures sur la vie quotidienne ;
- il a très souvent affaire à la Justice **une seule fois** : en dehors de cas spécifiques, la très grande majorité des publics n'a affaire à la Justice qu'une ou deux fois dans sa vie.

Autre catégorie d'usagers : les justiciables détenus qui constituent un public « spécifique ». Les détenus sont accompagnés pour se rendre aux audiences par une escorte tout au long de leur trajet jusque et dans la Cour : leur arrivée se fait en fourgon par un accès spécifique, ils sont ensuite fouillés et attendent dans des cellules individuelles la convocation à l'audience ou chez le juge, chez qui ils se rendent en utilisant des circulations qui leur sont entièrement réservées ;

### *Les utilisateurs*

Ils comprennent les magistrats, les auditeurs et assistants de justices, les personnels de greffe, les auxiliaires de justices (avocats et huissiers, interprètes, experts, travailleurs sociaux), les forces de l'ordre et les personnels d'exploitation et de surveillance :

- le **personnel judiciaire** (magistrats, fonctionnaires et salariés de greffe, stagiaires et auditeurs de justice, assistants de justice), et le personnel d'autres administrations circulent librement dans la Cour d'Appel dans le cadre de leurs activités professionnelles ;
- les **auxiliaires de justice** (avocats et huissiers), les **experts**, les **interprètes** et les **forces de l'ordre** qui sont amenés à fréquenter une grande partie de la Cour dans le cadre de leur mission (transfert de détenus, surveillance mais également dépôt de pièces d'un dossier, réunion ...)
- le **personnel d'exploitation** (courrier, livraisons, maintenance, surveillance...) utilise des espaces et des circuits spécifiques.



## 2.2.2 Les effectifs

En 2019, les effectifs communiqués par le ministère de la Justice sont de 295 personnes.

La projection à horizon 2027 porte l'effectif global à **407 effectifs** soit une augmentation de 37 % (+109 personnes). Elle se répartit de la manière suivante entre chaque service :

Services Cour d'Appel de Versailles	ACTUALISATION 04.2024 (PROJECTION 2027)			
	Magistrats / Magistrats Honoraire	Fonctionnaires	Autres (contractuel / auxiliaires)	TOTAL effectif
<b>Première présidence</b>	<b>18 p</b>	<b>6 p</b>	<b>5 p</b>	<b>29 p</b>
Premier président	1 p			1 p
Secrétariat général	2 p	6 p	3 p	11 p
Magistrats honoraires auprès des chambres	15 p			15 p
Assistants de justice			2 p	2 p
<b>Procureur général</b>	<b>31 p</b>	<b>5 p</b>	<b>20 p</b>	<b>56 p</b>
Procureur général	1 p			1 p
Secrétariat général	3 p	5 p	1 p	9 p
Parquet général	22 p			22 p
Parquet général (magistrats honoraires)	5 p			5 p
Juristes assistants			6 p	6 p
Assistants de justice			6 p	6 p
Élèves avocats (PPI)			5 p	5 p
Assistant documentaliste			1 p	1 p
Assistant spécialisé prévention des actes de terrorisme (ASPAT)			1 p	1 p
<b>Services du Parquet général</b>		<b>26 p</b>	<b>2 p</b>	<b>28 p</b>
Pôle civil mineurs et famille		2 p		2 p
Pôle pénal général - service central OPJ		3 p		3 p
Pôle ECOFI		1 p		1 p
Pôle entraide pénale, exécution des peines		6 p		6 p
Audiencement CHINS		7 p	1 p	8 p
Audiencement correctionnel		7 p	1 p	8 p
<b>Cour d'Assises</b>	<b>11 p</b>	<b>6 p</b>		<b>17 p</b>
Présidents et conseillers	11 p			11 p
Greffes des assises		6 p		6 p
<b>Direction de greffe</b>		<b>5 p</b>	<b>1 p</b>	<b>6 p</b>
Directeur de greffe		1 p		1 p
Directeur de greffe adjoint		1 p		1 p
Secrétariat		2 p	1 p	3 p
DSGJ réserviste		1 p		1 p

Services Cour d'Appel de Versailles	ACTUALISATION 04.2024 (PROJECTION 2027)			
	Magistrats / Magistrats Honoraires	Fonctionnaires	Autres (contractuel / auxiliaires)	TOTAL effectif
<b>Chambres civiles</b>	<b>41 p</b>	<b>40 p</b>	<b>26 p</b>	<b>107 p</b>
Directeur principal greffe civil		1 p		1 p
Directeur greffe civil		1 p		1 p
Greffes central unique		5 p		5 p
<u>Chambres civiles</u>				
1ère chambre A (nouveau 1-1)	3 p	2 p		5 p
1ère chambre B (nouveau 1-2)	3 p	2 p		5 p
1ère chambre C (nouveau 1-8)	3 p	2 p		5 p
3ème chambre (nouveau 1-3)	3 p	2 p		5 p
4ème/4ème B chambre (nouveau 1-4)	4 p	4 p		8 p
14ème chambre (nouveau 1-5)	3 p	2 p		5 p
16ème chambre (nouveau 1-6)	3 p	2 p		5 p
20ème chambre (nouveau 1-7)	3 p	5 p	1 p	9 p
service général des experts et de l'aide juridictionnelle		3 p		3 p
<u>Chambres de la famille</u>				
2ème chambre A (nouveau 2-1)	4 p	2 p		6 p
2ème chambre B (nouveau 2-2)	4 p	3 p	1 p	8 p
<u>Chambres commerciales</u>				
12ème chambre (nouveau 3-1)	4 p	2 p		6 p
13ème chambre (nouveau 3-2)	4 p	2 p		6 p
<u>Autres services</u>				
Juristes assistants			11 p	11 p
Assistants de justice			13 p	13 p
<b>Chambres sociales</b>	<b>20 p</b>	<b>19 p</b>	<b>9 p</b>	<b>48 p</b>
Directeur greffe social		1 p		1 p
<u>Chambres sociales</u>				
5ème chambre (nouveau 4-7)	3 p	4 p		7 p
6ème chambre (nouveau 4-2)	3 p	2 p		5 p
15ème chambre (nouveau 4-3)	3 p	2 p		5 p
17ème chambre (nouveau 4-4)	3 p	2 p		5 p
19ème chambre (nouveau 4-5)	3 p	2 p		5 p
21ème chambre (nouveau 4-6)	3 p	2 p		5 p
25ème chambre (nouveau 4-1)	2 p	4 p		6 p
<u>Autres services</u>				
Juristes assistants			7 p	7 p
Assistants de justice			2 p	2 p
Élèves avocats (PPI)				0 p
<b>Chambres pénales</b>	<b>28 p</b>	<b>27 p</b>	<b>18 p</b>	<b>73 p</b>
Directeur principal pénal		1 p		1 p
Directeur pénal		2 p		2 p
<u>Chambres de l'instruction (CHINS)</u>				
10ème chambre A	3 p	1 p		4 p
10ème chambre B	3 p	1 p		4 p
10ème chambre C	3 p	1 p		4 p
10ème chambre E	3 p	1 p		4 p
secrétariat des présidents		2 p		2 p
secrétariat commun (inclus greffier volant)		2 p	1 p	3 p
<u>Chambres correctionnelles</u>				
7ème chambre	4 p	4 p		8 p
8ème chambre	4 p	4 p		8 p
9ème chambre	4 p	4 p	1 p	9 p
18ème chambre	4 p	4 p	1 p	9 p
<u>Autres services</u>				
Assistants de justice			7 p	7 p
Juristes assistants			8 p	8 p
Élèves avocats (PPI)				

Services Cour d'Appel de Versailles	ACTUALISATION 04.2024 (PROJECTION 2027)			
	Magistrats / Magistrats Honoraires	Fonctionnaires	Autres (contractuel / auxiliaires)	TOTAL effectif
	1 p	32 p	10 p	43 p
<b>Services communs</b>				
<u>Services en contact avec public</u>				
Accueil directionnel		1 p		1 p
Guichet unique de greffe (GUG)		6 p	1 p	7 p
<u>Services gestion</u>				
Régie		2 p		2 p
Pôle financier, intendance / logistique		5 p		5 p
Service frais de justice / scellés		2 p		2 p
Coordonnateur Régional de Formation (CRF)	1 p	1 p		2 p
Médecin de prévention			1 p	1 p
Psychologues cliniciens			2 p	2 p
Assistante sociale			1 p	1 p
Local syndical			4 p	4 p
				0 p
<u>Services techniques</u>				
Standard		1 p		1 p
Service courrier		2 p		2 p
Reprographie-numérisation		4 p		4 p
Correspondant local informatique		2 p		2 p
Service archives		3 p		3 p
Chauffeurs		3 p	1 p	4 p
<b>TOTAL EFFECTIFS</b>	<b>150 p</b>	<b>166 p</b>	<b>91 p</b>	<b>407 p</b>

## 3 PRÉSENTATION DU SITE

### 3.1 Localisation

La Cour d'Appel de Versailles est située au centre de la commune de Versailles (périmètre orange), dans un environnement patrimonial exceptionnel.



Localisation de la Cour d'Appel de Versailles



Le site s'étend sur environ 1,18 ha. Les bâtiments sont chargés d'histoire, dont le patrimoine matériel est protégé au titre des Monuments Historiques et encadré par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de la ville de Versailles.

Il s'articule autour de deux façades accessibles :

- la principale au Sud donnant sur la rue Carnot,
- la seconde au Nord donnant sur l'impasse des Écuries (en interface avec le centre commerçant de Versailles).

Vue aérienne de la Cour d'Appel de Versailles

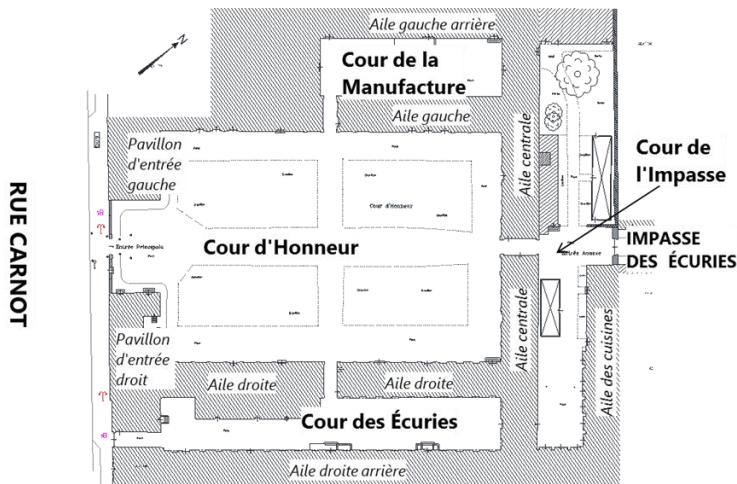


## 3.2 Organisation générale

### 3.2.1 Le plan-masse

Le site présente une configuration géométrique autour de la Cour d'Honneur avec deux ailes de bâtiments parallèles de part et d'autre et une aile au fond. Trois cours secondaires (de la Manufacture à l'Ouest, des Écuries à l'Est et de l'Impasse au Nord) complètent l'organisation.

Des extensions récentes au niveau de la cour de l'Impasse achèvent l'organisation bâimentaire du site.



Plan-masse de la Cour d'Appel de Versailles

L'ensemble est organisé de façon générale sur **trois niveaux** : rez-de-chaussée à R+2. Il est à noter que les pavillons d'entrée ont un niveau supplémentaire (R+3) et des caves.

Des percées visuelles (Nord-Sud et Est-Ouest) structurent ce plan-masse.

Les cours sont actuellement utilisées pour la circulation et le stationnement des véhicules des magistrats et fonctionnaires et des véhicules autorisés (force de l'ordre, livraison, société en intervention sur le site).



Photographies des façades et des extérieurs de la Cour d'Appel de Versailles



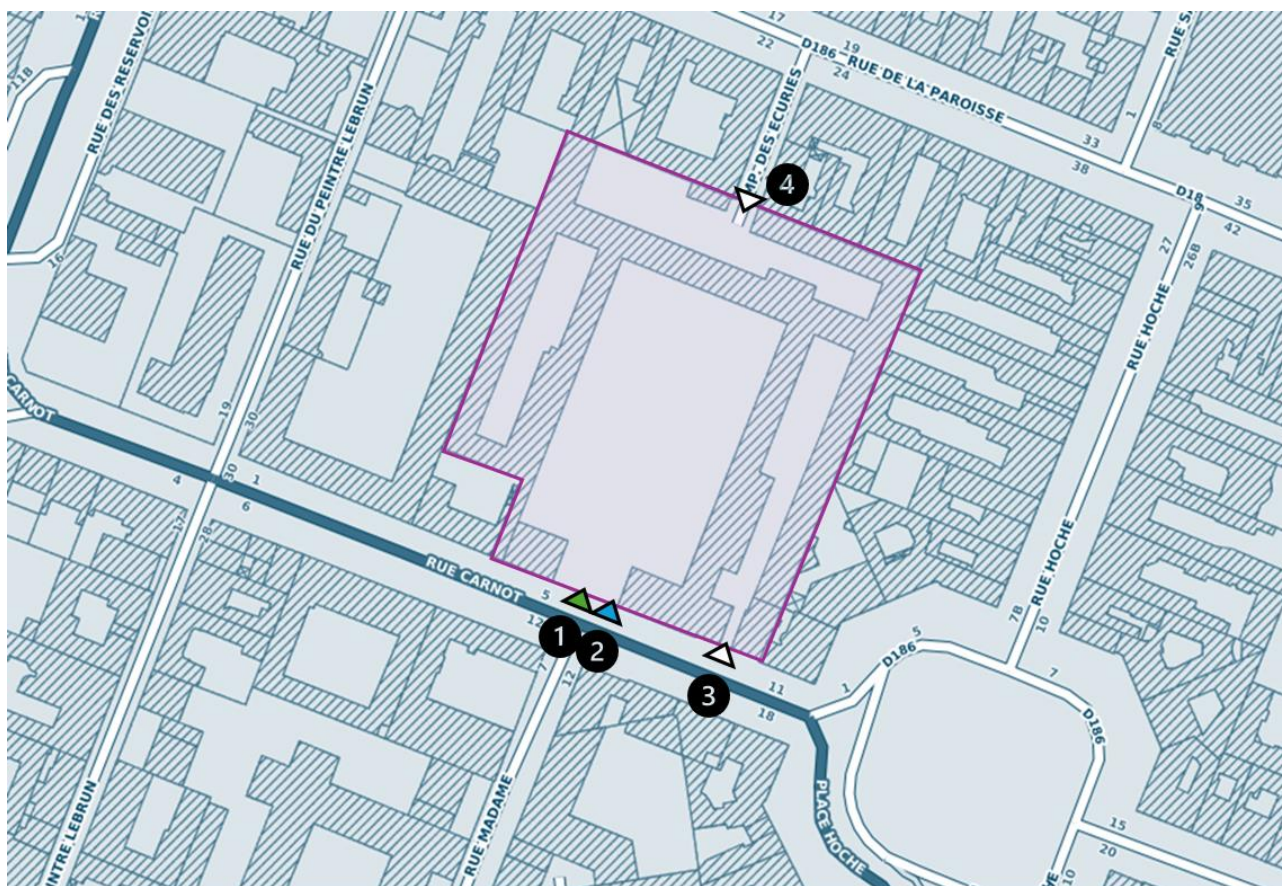
### 3.2.2 Les accès au site

La Cour d'appel de Versailles dispose de 4 accès.

- Le principal accès au site est organisé depuis la rue Carnot. Il comporte :
  - Un accès véhicules **(1)** filtré par un agent de sécurité à l'entrée du site. Il est emprunté par la plupart des véhicules autorisés à rentrer (véhicules du personnel, véhicules de transport des détenus, véhicules de service, ...).
  - Un accès piéton unique pour l'ensemble du site **(2)**, situé au droit de l'accès véhicule. Un contrôle de sûreté est effectué avant d'accéder dans le reste du site. Il est emprunté par l'ensemble d'usager et des utilisateurs.

Cette dissociation des flux piétons / véhicules au niveau de l'accès facilite l'orientation des visiteurs vers l'accueil et le point de contrôle. Chacun de ces accès est utilisé simultanément pour les entrées et les sorties.

- Un deuxième accès véhicule depuis la rue Carnot **(3)**, non utilisé, distribue la cour des Écuries.
- Enfin, le site dispose d'un accès véhicule depuis l'impasse des Écuries **(4)**, qui n'est plus emprunté par les véhicules.



Organisation des accès au site

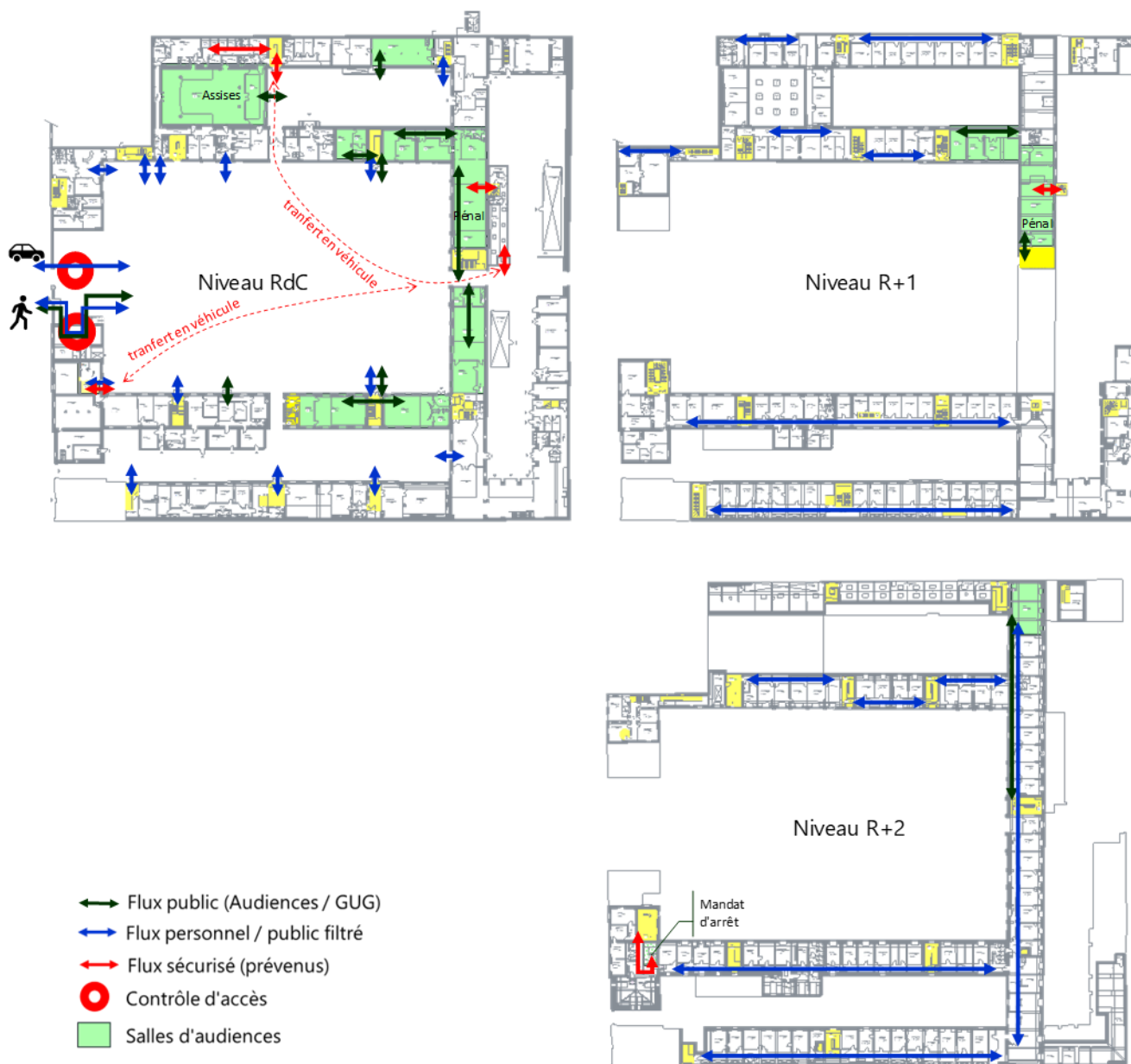
### 3.2.3 Les accès aux locaux

Depuis le contrôle d'accès des visiteurs à l'entrée du site, le public peut circuler sur l'entièreté des espaces extérieurs du site afin de se rendre :

- au GUG, (SAUJ) au rez-de-chaussée ;
- aux salles d'audience réparties entre le rez-de-chaussée et le R+1.

Il est à noter que tous les publics se croisent (magistrats, fonctionnaires, justiciables) du fait de l'accès unique au site et des nombreuses entrées au rez-de-chaussée desservant chaque aile des bâtiments.

L'organisation complexe des accès aux locaux engendre de nombreux flux sur le site. Il conviendra, dans le cadre du projet, de **maintenir l'accessibilité de chaque bâtiment et d'impacter au minimum les flux de véhicules** (en particulier le transfert des détenus en véhicule vers les salles d'audience depuis l'attente gardée).



### 3.2.4 Le bilan fonctionnel et technique

#### 3.2.4.1 Bilan fonctionnel

Le fonctionnement de la juridiction est organisé en cohérence avec les procédures civiles et pénales qui structurent le suivi des dossiers par les magistrats. En raison de la morphologie des bâtiments, de l'histoire du lieu et des limites patrimoniales, cette organisation se trouve éclatée sur plusieurs bâtiments et niveaux.

Il est admis que :

- L'accueil est imparfait en raison notamment de l'absence d'un lieu d'attente abrité ;
- Les salles d'audience sont éloignées des greffes ;
- La cour d'Assises présente des dysfonctionnements au niveau des locaux de greffe, de délibération et de détention ;
- Les pavillons des Premier Président et Procureur Général sont isolés du reste de la cour, structurant néanmoins son organisation spatiale pénale et civile ;
- L'organisation du pôle social est satisfaisante, mais les espaces sont insuffisants ;
- L'organisation du pôle civil est peu satisfaisante, éclaté sur plusieurs niveaux et dans différentes ailes ;
- L'organisation du pôle pénal est satisfaisante, en lien avec le parquet général ;
- Les locaux supports et logistiques sont à revoir, en particulier les archives éclatées sur l'ensemble du site souffrant de liaisons verticales défectueuses et d'un manque d'évacuations périodiques en raison de la saturation des archives départementales.

Sur un plan capacitaire, le site est saturé. La projection d'augmentation des effectifs constitue une problématique majeure dans le fonctionnement de la cour d'appel.

#### 3.2.4.2 Bilan technique

- État du patrimoine bâti
  - Des pathologies structurelles ont été identifiées liées au mouvement des éléments en bois ;
  - Des travaux sur les façades et les toitures doivent être poursuivis, en particulier dans la cour des Écuries ;
  - Des interventions sur le second œuvre doivent être déployées sur l'ensemble des bâtiments.
- Installations techniques
  - Les installations CVC sont vieillissantes ;
  - La plomberie est en état de fonctionnement ;
  - Les courants forts sont vétustes ;
  - Les ascenseurs sont à remplacer ;
- Sécurité incendie : plusieurs non-conformités sont à résoudre, dont la plus importante étant la résistance au feu des planchers, inconnue à ce stade. Les stockages dans les circulations sont multiples, ce qui pose un risque important de départ de feu. Les escaliers ne sont pas tous encloués et les bâtiments éloignés de moins de 8 m doivent être mis en conformité d'isolation.
- Accessibilité PMR : La cour, les liaisons verticales, les largeurs de portes et circulations doivent faire l'objet de travaux de mise en conformité.
- Risque de présence d'amiante : une DTA en date de mai 2018 identifie la présence d'amiante en plusieurs points du bâtiment.
- Risque de présence de plomb : un rapport en date de mai 2018 identifie la présence de plomb sur site.

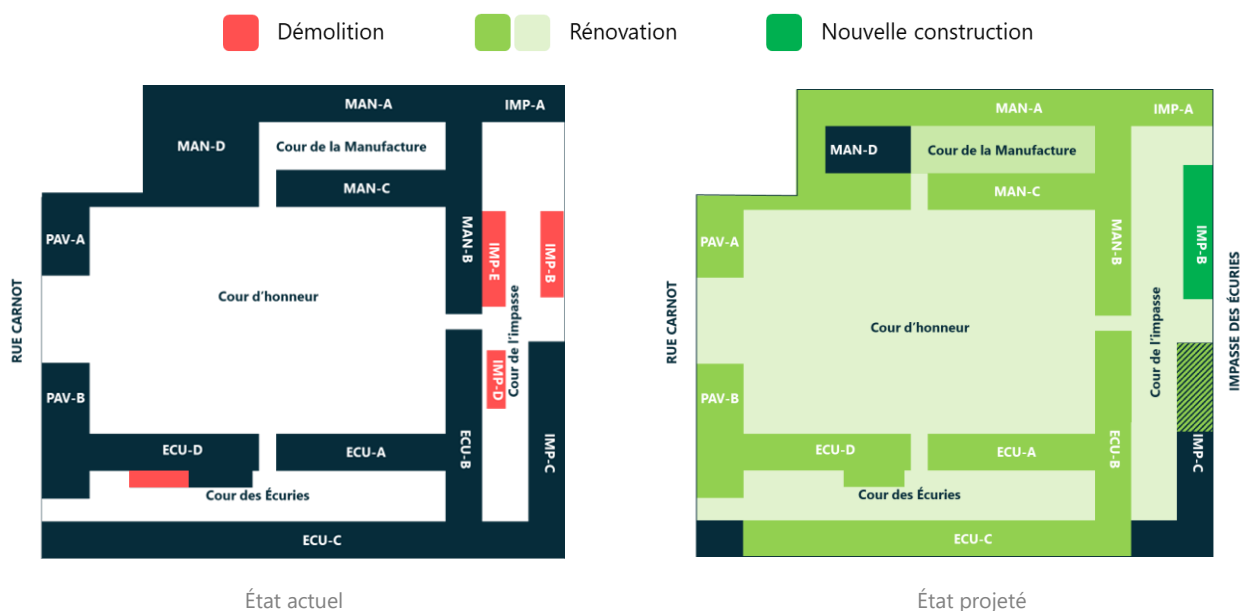


### 3.3 Le schéma directeur de rénovation de la cour d'appel

#### 3.3.1 Les principes généraux

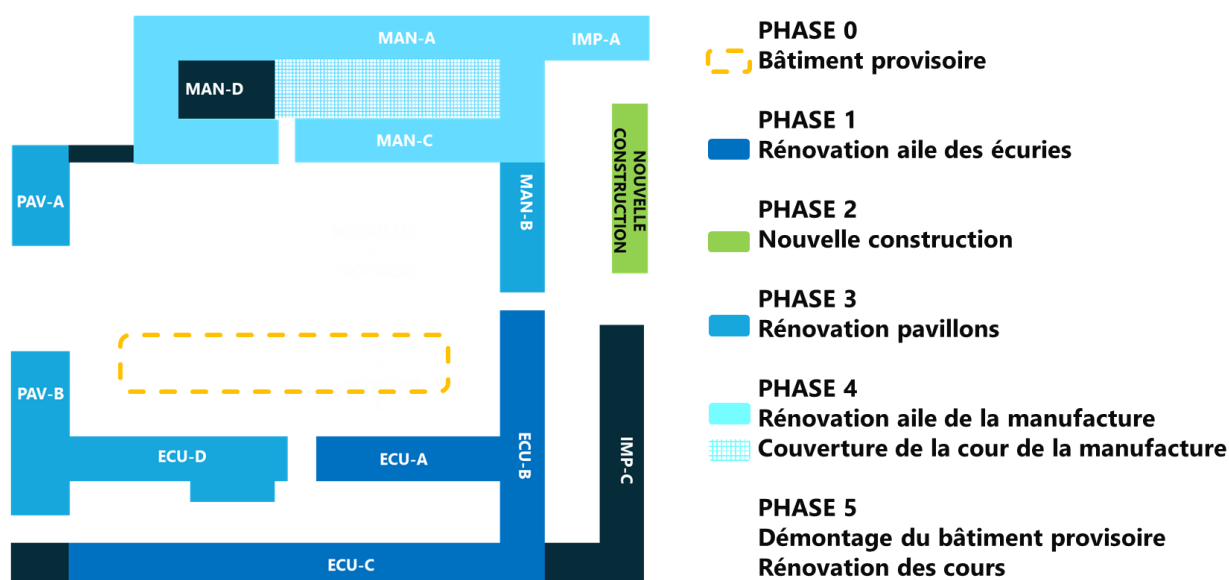
Le schéma directeur s'organise sur plusieurs phases de travaux afin de garantir la continuité de fonctionnement de la Cour. Elles intègrent :

- La rénovation intérieure de toutes les ailes (à l'exception de la salle des assises MAN-D et des bâtiments du XXème siècle à l'Est de la cour de l'Impasse) ;
- La construction d'un nouveau bâtiment d'accueil et archives dans la cour de l'impasse à la place du bâtiment préfabriqué IMP-B.
- La démolition des bâtiments préfabriqués et de l'attente gardée dans la Cour de l'Impasse ainsi que du bâtiment annexé au XXème siècle dans la cour des Écuries ;
- La couverture de la cour de la Manufacture (future salle des pas perdus) ;
- La rénovation de la cour d'Honneur ;
- La rénovation et mise en conformité de l'ensemble des réseaux techniques du site (CVCD, plomberie, CFo et CFa).



La construction du bâtiment provisoire correspond à la **phase « 0 »** du schéma directeur. Elle permettra d'héberger temporairement les différentes activités du site permettant la rénovation des bâtiments existants lors des différentes opérations tiroirs.

Son usage évoluera donc en fonction des phases travaux (salles d'audience, bureaux, etc).



Phasage des travaux du schéma directeur

La livraison du bâtiment provisoire permettra le déclenchement de la phase 1 des travaux avec le déménagement des activités situées sur les ailes qu'entourent la cour des Écuries (ECU-A, ECU-B, ECU-C).

### 3.3.2 Les ambitions du schéma directeur à l'échelle du site

Les ambitions poursuivies par le projet de rénovation globale de la Cour d'Appel de Versailles sont :

- L'amélioration de l'accueil du site par :
  - Le repositionnement de l'accès piéton principal du site vers l'impasse des Écuries ;
  - Le repositionnement du GUG/GCU à proximité de l'accueil directionnel ;
  - La conservation de l'accès des véhicules sur la rue Carnot ;
  - La création d'une salle des pas perdus par la couverture de la cour de la Manufacture ;
  - Le maintien d'un espace café accessible à tous (y compris les tiers occupants) ;
- L'amélioration des flux du site par :
  - Une meilleure lisibilité du site ;
  - L'amélioration du parcours et la séparation des flux (circuits détenus, circuit public, avocats...) ;
  - L'accessibilité PMR de l'ensemble du site, la création d'ascenseurs ;
- La poursuite des travaux de restauration de façades et des couvertures non traitées à ce jour ainsi que la restauration de l'ensemble des cours.
- La démolition des bâtiments provisoires inesthétiques sur la cour de l'Impasse ;
- La réorganisation des espaces et le regroupement des équipes :
  - La réorganisation des entités ;
  - L'harmonisation des surfaces par rapport aux fonctions ;
  - La création de salles de réunion dans les espaces tertiaires ;
- L'augmentation des salles d'audience :
  - 4 salles d'audience pénale (au lieu de 2) ;
  - 17 salles d'audience civile et sociale (au lieu de 8).

### 3.3.3 Les ambitions du schéma directeur pour la construction provisoire

Le bâtiment provisoire a vocation à accueillir les fonctions impactées par les travaux de rénovation, selon le phasage présenté précédemment. Il devra permettre de garantir une excellente qualité d'accueil de l'ensemble des publics, tout en s'insérant dans un environnement patrimonial remarquable.

Il accueillera prioritairement au rez-de-chaussée, les espaces recevant du public et les locaux accueillant des activités nécessitant des manutentions (par exemple, les archives, les espaces logistiques ou les locaux techniques).

Ainsi, pendant toute la durée du chantier, les usages évolueront. La construction provisoire devra donc être modulable. Il est à noter que la programmation maximale en termes de surfaces est demandée dès la phase 0 et détaillée dans le programme fonctionnel (cf. 5.4 – Surface du projet). Des recompositions de volumes intérieurs devront pouvoir être aisément réalisés, en particulier au rez-de-chaussée où le capacitaire et le nombre des salles d'audience sera amené à varier.

### 3.3.4 Les données de dimensionnement du bâtiment provisoire

#### 3.3.4.1 Les activités existantes à transférer dans le bâtiment provisoire

Les ailes à restructurer en phase 1 (aile des écuries) totalisent environ 2124 m<sup>2</sup> utiles.

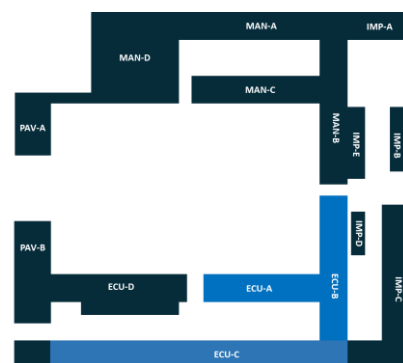
Les fonctions qui devront être transférées concernent :

- 2 salles d'audiences moyennes
- 1 salle d'audition mineurs avec espace d'attente
- Des bureaux du pôle civil et du pôle pénal
- Le Greffe Unique Centralisé
- 1 salle de réunion de 20 places
- La reprographie centrale
- Le service courrier
- Des locaux de stockage
- Des sanitaires

Certaines activités ne seront pas relogées dans le bâtiment modulaire :

- Les espaces de restauration au rez-de-chaussée (cafétéria et une partie de la salle à manger du restaurant située dans l'aile ECU-B).
- Les espaces tertiaires des chambres transférés vers l'établissement Revert.
- 1 salle d'audience parmi les 3 salles existantes, aménagée dans l'établissement Revert

Surfaces utiles par niveau				
	0	1	2	TOTAL
Audiences et réunions publiques	329 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	<b>329 m<sup>2</sup></b>
Sanitaires publics	3 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	<b>3 m<sup>2</sup></b>
Pôle civil	161 m <sup>2</sup>	240 m <sup>2</sup>	274 m <sup>2</sup>	<b>675 m<sup>2</sup></b>
Pôle pénal	0 m <sup>2</sup>	193 m <sup>2</sup>	351 m <sup>2</sup>	<b>544 m<sup>2</sup></b>
Greffes - services généraux	43 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	<b>43 m<sup>2</sup></b>
Bibliothèque et réunions	0 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	57 m <sup>2</sup>	<b>57 m<sup>2</sup></b>
Détente / locaux sociaux / restauration	152 m <sup>2</sup>	40 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	<b>192 m<sup>2</sup></b>
Sanitaires personnel	28 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>	22 m <sup>2</sup>	<b>58 m<sup>2</sup></b>
Archives - scellés	70 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	<b>80 m<sup>2</sup></b>
Logistique et maintenance	128 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	<b>128 m<sup>2</sup></b>
Libre	0 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>	<b>14 m<sup>2</sup></b>
<b>TOTAL</b>	<b>914 m<sup>2</sup></b>	<b>505 m<sup>2</sup></b>	<b>704 m<sup>2</sup></b>	<b>2 124 m<sup>2</sup></b>



### 3.3.4.2 Les postes de travail existants

La partie de l'aile des Écuries qui sera restructurée comporte **126 postes de travail** décomposés ainsi :

- 40 postes magistrats
- 78 postes fonctionnaires
- 8 autres postes dont :
  - 4 auxiliaires de justice
  - 4 postes de passage/vacants (stagiaires, ...)

Parmi ces postes, **17** seront transférés vers l'établissement Revert.

Ainsi, **109 postes** sont à reconduire a minima dans le bâtiment provisoire, décomposés ainsi :

- 32 postes magistrats
- 72 postes fonctionnaires
- 5 autres postes dont :
  - 4 auxiliaires de justice
  - 1 postes de passage

#### AILES DES ÉCURIES

Postes de travail	Magistrats	Fonctionnaires	Autres	Total
Pôle Civil	19	44	4	67
Pôle Pénal	21	20		41
Greffes de la cour		7	4	11
Services Généraux		7		7
<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>78</b>	<b>8</b>	<b>126</b>

Dont postes vers Revert	8	6	3	<b>17</b>
-------------------------	---	---	---	-----------

Postes de travail vers modulaire	32	72	5	<b>109</b>
Pôle Civil	11	38	1	50
Pôle Pénal	21	20		41
Greffes de la cour		7	4	11
Services Généraux		7		7

### 3.3.4.3 Les effectifs pris en compte

Les effectifs pour le bâtiment provisoire ont été recalibrés à la hausse suivant un principe d'organisation modulaire des espaces de travail par pôle et par chambre :

- Une répartition des espaces tertiaires par pôles
- Une attribution des espaces de travail de la façon suivante :
  - Par chambre :
    - 1 bureau collectif greffe 3 (2 greffes/chambre + 1 poste de passage stagiaire, ...)
  - Pour 2 chambres :
    - 1 bureau collectif magistrats 6 postes (présidents et conseillers)
    - 1 salle de réunion 6-8 places
  - Par pôle :
    - 1 bureau partagé assistants de justice
    - 1 espace cafétéria
    - Des espaces reprographie répartis
    - Des espaces d'archive répartis

Ainsi **128 postes de travail** sont prévus.

Effectifs à déménager	Effectif actuel			Effectif théorique		
	M	F	A	M	F	A
<b>Civil</b>	<b>11</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>37</b>	<b>9</b>
<b>Bureaux individuels</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
Dir. Serv. de greffe judiciaires		1				
Dir. Ppale.des services de greffe judiciaires		1				
Soutien civil		1				
<b>Chambres</b>	<b>11</b>	<b>34</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>34</b>	<b>5</b>
1		9	1		9	
2	6	6			6	
3		4			4	2
7	2					
13		2		12	2	1
14		2			2	1
16		2			2	1
20	1	9			9	
Magistrats honoraires	2					
<b>Autres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>
Assistants justice, juristes assistants						4
<b>Pénal</b>	<b>21</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>26</b>	<b>20</b>	<b>9</b>
<b>Bureaux individuels</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
Présidente de chambre (pôle pénal)	1					
Dir. Ppal. De greffe des serv. Judiciaires		1				
Directeur de greffe des services judiciaires		1				
Magistrat honoraire	1					
<b>Chambres</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>18</b>	<b>3</b>
7	1	3			3	
8	3	3			3	
9	2	2			2	1
10	11			24		
18	1	4			4	2
CHINS	1	6			6	
<b>Autres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
Assistants de justice / juriste assistant			4			6
<b>Greffe</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>0</b>		<b>8</b>	
GCU (direction - greffier fonctionnel)		1				
GCU		6				
Greffe - Coord. Régional de formation		1				
<b>Services généraux</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>		<b>7</b>	
CLI		1				
Courrier		2				
Reprographie		4				
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>72</b>	<b>5</b>	<b>38</b>	<b>72</b>	<b>18</b>
	<b>109</b>			<b>128</b>		

## 4 CONTRAINTES DE L'OPÉRATION

### 4.1 Contraintes réglementaires

#### 4.1.1 Monument historique

La parcelle de la Cour d'Appel de Versailles est située dans le Site patrimonial Remarquable (SPR) de Versailles assorti d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur approuvé par décret ministériel en 1993 qui fixe les règles d'urbanisme applicables dans son périmètre. Le plan graphique et le règlement écrit se substituent au Plan local d'urbanisme de la Ville.

Les Anciennes écuries de la Reine ont une double protection selon deux régimes qui relèvent du code du patrimoine (législation des MH et du PSMV) :

- Les façades et toitures sont classées au titre des monuments historiques par arrêté du 29 décembre 1978 et relèvent d'une autorisation préfectorale (la décision est subdéléguée à la conservation régionale des monuments historiques qui instruit les demandes d'autorisation) ;
- Le PSMV protège les intérieurs des écuries, la cour d'honneur, la cour des Écuries, la cour de la Manufacture et le bâtiment 18<sup>ème</sup> à l'ouest de la cour de l'impasse. Tous travaux qui affectent les parties protégées et non protégées requièrent un accord de l'ABF.

Concernant le futur permis de construire précaire (État) qui sera déposé et qui occupera une partie de la cour d'honneur, l'autorisation relèvera de l'ABF après avis du Maire.

Malgré son caractère transitoire, une attention particulière est attendue sur l'aspect extérieur de la future construction, la qualité des matériaux et l'intégration du bâtiment dans le contexte historique des bâtiments existants (cf. § 5 - Orientations architecturales).

#### 4.1.2 Réglementation urbaine

La dernière version du PSMV a été approuvée le 19 janvier 2023.

Le site est localisé dans la zone S.B. regroupant « les tissus urbains denses, proches de la zone commerçante du centre-ville et dans laquelle les activités de service sont assez développées alors que le paysage urbain de caractère continu est assez peu animé par les activités commerciales ».

Dans le cadre de l'opération de construction d'une structure provisoire, les articles susceptibles d'intéresser la Maîtrise d'œuvre sont rappelés ci-après :

- S.B.8. Les constructions non contigües doivent être implantés de telle sorte que la distance projetée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche et le plus bas d'un autre bâtiment soit au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points. En aucune cas, cette distance ne peut être inférieure à 4 m ;
- S.B.9. L'emprise au sol, si non imposée, ne doit pas dépasser 50 % de la superficie de l'ilot ;
- S.B.10. La hauteur de la ligne d'égout des bâtiments futurs est égale à la hauteur moyenne des lignes d'égout des bâtiments immédiatement voisins avec une tolérance de 1 m. *Dans le cas présent, la construction ne pourra dépasser un R+2.*
- S.B.11. L'aspect extérieur pour les constructions futures : Il ne peut être donné aucune description d'une architecture imposée. Une harmonie doit être recherchée avec le contexte urbain par les rythmes de travées et des percements, par leur proportion en hauteur et par les rapports entre les niveaux.

## 4.2 Maintien de l'activité pendant les travaux

Les travaux se dérouleront en **site occupé**, l'activité des juridictions ne pouvant être arrêtées. Les travaux nécessiteront des dispositions du chantier limitant les nuisances sur le fonctionnement de l'établissement et vers les riverains et respectant la sécurité des publics et du personnel.

## 4.3 Maintien des stationnements et des circulations

L'emprise de la future construction provisoire devra permettre de conserver a minima 20 places de stationnement des véhicules des magistrats et des fonctionnaires au niveau de la cour d'Honneur.

De plus, les percées visuelles Nord-Sud seront à conserver. Au-delà de leur aspect esthétique, elles permettent de faciliter la liaison entre tous les organes de la Cour et de garantir le flux des véhicules depuis l'attente gardée.

Les retraits par rapport aux façades existantes devront être compatibles avec les règles d'urbanisme et du patrimoine, et l'implantation des futurs travaux de rénovation. Aussi, les circulations au pied de chaque façade devront permettre un passage aisé des engins de chantier.

## 4.4 Contraintes de sureté

Les travaux se dérouleront en site occupé. La planification et les travaux envisagés devront permettre d'assurer le maintien de l'activité dans le reste du site restant en fonctionnement.

De la même manière les principes de sureté existants ne devront pas être dégradés. Le cas échéant, une validation du maître d'ouvrage sera nécessaire en cas de modification des circuits, des flux, des principes de contrôle d'accès sur les zones adjacentes ou connectées.

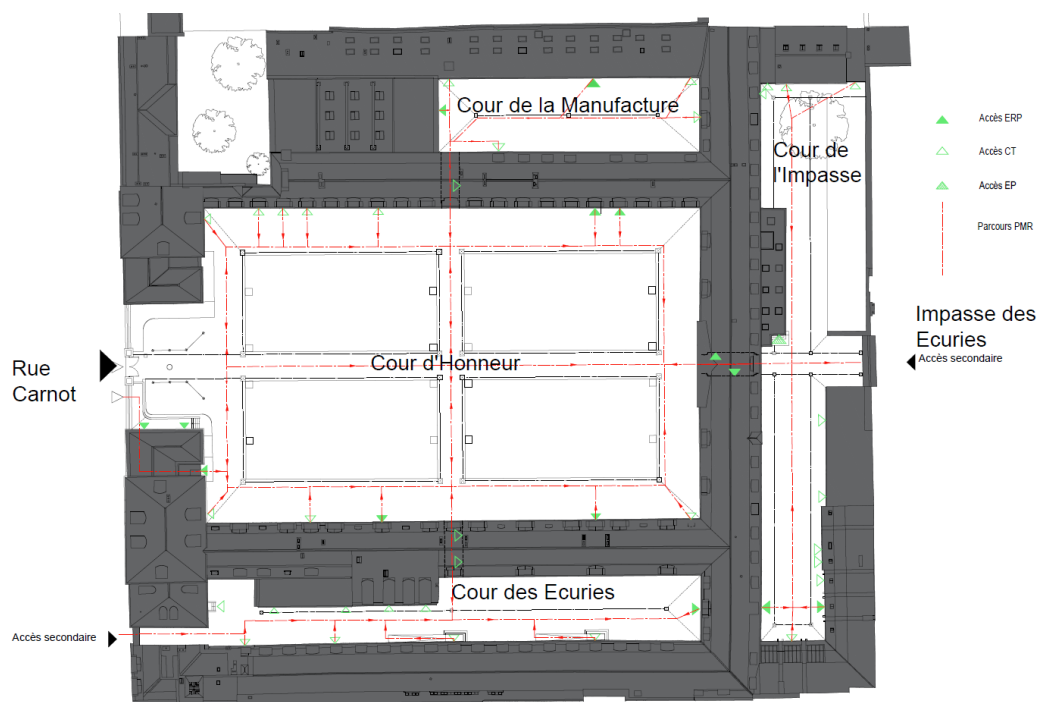
Une attention particulière sera portée à la dissociation des flux chantier et activité des services, tout comme aux contraintes de sécurité incendie induisant le maintien des évacuations durant les travaux.

## 4.5 Interfaces avec les travaux de restauration de la cour d'honneur

Un projet de restauration de la cour d'honneur est en cours d'étude. Il vise une rénovation complète des surfaces et de leur structure porteuse, incluant la refonte de l'ensemble des réseaux et un réaménagement global. Ce dernier respectera les dispositions historiques tout en intégrant les besoins des utilisateurs, les normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et les exigences du règlement municipal d'assainissement de la ville de Versailles.

Le calendrier de réalisation des travaux n'est pas stabilisé à ce stade (cf. programme technique).





Extrait du projet de restructuration de cours pavées (avril 2020) – 2B2M Architecture & Patrimoine

## 5 ORIENTATIONS ARCHITECTURALES

La conception d'un bâtiment provisoire sur un site classé monument historique nécessite une réflexion pour une intégration harmonieuse dans un contexte patrimonial tout en répondant aux besoins fonctionnels et techniques.

Les points suivants définissent les principales orientations de la présente opération :

### *Fondations et structure*

- Opter pour des techniques de fondations ponctuelles, légères ou superficielles qui minimisent les interventions sur le sol tout en tenant compte des contraintes archéologiques et géotechniques.
- Concevoir une structure modulable, démontable et réutilisable pour d'autres projets, favorisant ainsi l'économie circulaire et la durabilité, lorsque cela est possible.
- Étudier la possibilité d'utiliser des structures préfabriquées pour réduire les délais de construction, limiter les nuisances sur site et minimiser les interventions lourdes dans un site contraint où l'accès est limité et les contraintes archéologiques et patrimoniales empêchent des interventions traditionnelles.
- Privilégier des systèmes constructifs et des matériaux facilement démontables et transportables, garantissant une réversibilité totale et l'absence d'impact permanent sur le site après démontage.

### *Volumétrie, implantation et architecture*

- La construction provisoire sera d'un seul tenant et selon un plan masse ramassé en évitant une occupation dispersée dans la cour d'honneur.
- Le projet s'inscrira dans l'épannelage des constructions existantes en ne dépassant pas un R+2 dans un objectif de bonne intégration dans un site hautement patrimonial et dans un contexte urbain resserré ;
- Les bâtiments ne seront pas enterrés et suivront la topographie naturelle de la cour d'honneur.
- L'axe entre la rue Carnot et l'impasse des Écuries sera dégagé de toute construction.
- Privilégier une architecture simple, sobre et discrète, sans effet de signature, en cohérence avec la vocation temporaire du bâtiment.
- Concevoir un bâtiment qui reflète une démarche contemporaine de haute qualité architecturale, tout en mettant en avant l'importance de préserver le patrimoine existant.
- Insérer le bâtiment dans le site de manière harmonieuse, en prenant en compte les alignements et les perspectives.

### *Toiture*

- Les toitures recevront un couvrement qualitatif, en excluant les toitures végétalisées et le bac acier n'appartenant pas au registre architectural traditionnel attendu en PSMV
- Éviter tout équipement technique visible en toiture dans une logique de sobriété et de valorisation paysagère.

### *Aménagements intérieurs et adaptabilité*

- Concevoir les espaces et les aménagements intérieurs avec des éléments modulables, permettant la reconfiguration des espaces pour répondre à des besoins évolutifs pendant les différentes opérations tiroirs le long du chantier.

- Limiter la taille et les fonctions du bâtiment provisoire au strict nécessaire pour minimiser son impact.

### *Matériaux et textures*

- Les matériaux mis en œuvre seront d'une haute qualité et dialogueront avec le monument historique (acier, verre, bois, zinc, peau minérale...)
- Privilégier des matériaux mats, non réfléchissants, avec un aspect naturel ou inspiré des matériaux locaux.
- Privilégier des matériaux fins, légers et transparents pour minimiser l'impact visuel.
- Utiliser des couleurs sombres et neutres pour les serrureries, menuiseries et autres éléments.
- Limiter la palette de matériaux pour éviter un effet disparate, en favorisant une unité esthétique et une sobriété d'ensemble.

### *Sobriété environnementale*

- Concevoir un bâtiment en utilisant des matériaux durables, recyclables ou locaux, et limiter sa consommation énergétique en privilégiant des solutions passives telles qu'une isolation efficace.
- Utiliser des structures préfabriquées et modulables, permettant leur réemploi après démontage, et contribuant ainsi à une économie circulaire

Sont présentés en annexe du présent programme des exemples illustrant à titre indicatif la matérialité souhaitée pour le bâtiment provisoire.

## 6 PROGRAMME FONCTIONNEL

### 6.1 Présentation des unités fonctionnelles

Quatre grandes catégories d'espaces internes sont définies par leurs usages mais aussi par des niveaux différents de besoins sécuritaires :

#### 1. Les espaces publics

Les espaces publics comprennent l'ensemble des espaces accueillant du public, extérieurs comme intérieurs, tels que les salles d'audience, les circulations publiques, les attentes, les sanitaires, les accueils et services associés.

Les salles d'audiences et leurs annexes comprennent les salles d'audiences en tant que telles, les différentes salles d'attente et de délibérés, ainsi que les sanitaires et les circulations qui leur sont propres.

#### 2. Les espaces tertiaires

Les espaces tertiaires regroupent les bureaux et leurs locaux annexes tels que classement, reprographie, salles de réunion, sanitaires, circulations desservant les bureaux.

Y sont intégrés les espaces de vie collective tels que les locaux communs aux utilisateurs (fonctionnaires et magistrats) : cafétéria - détente, ....

#### 3. Les espaces sécurisés

Les espaces sécurisés comprennent les locaux sécurisés interdits au public et réservés aux personnels autorisés (de la cour, de la police, de la gendarmerie, de l'administration pénitentiaire) et partenaires de la justice (avocats, associations signalées avant leur arrivée etc) dont l'accès est contrôlé : attente gardée, attentes relais, circulations des détenus, Poste de Contrôle et de Sécurité (PCS).

Pour la présente opération, il n'est pas prévu d'espaces sécurisés.

#### 4. Les espaces de services

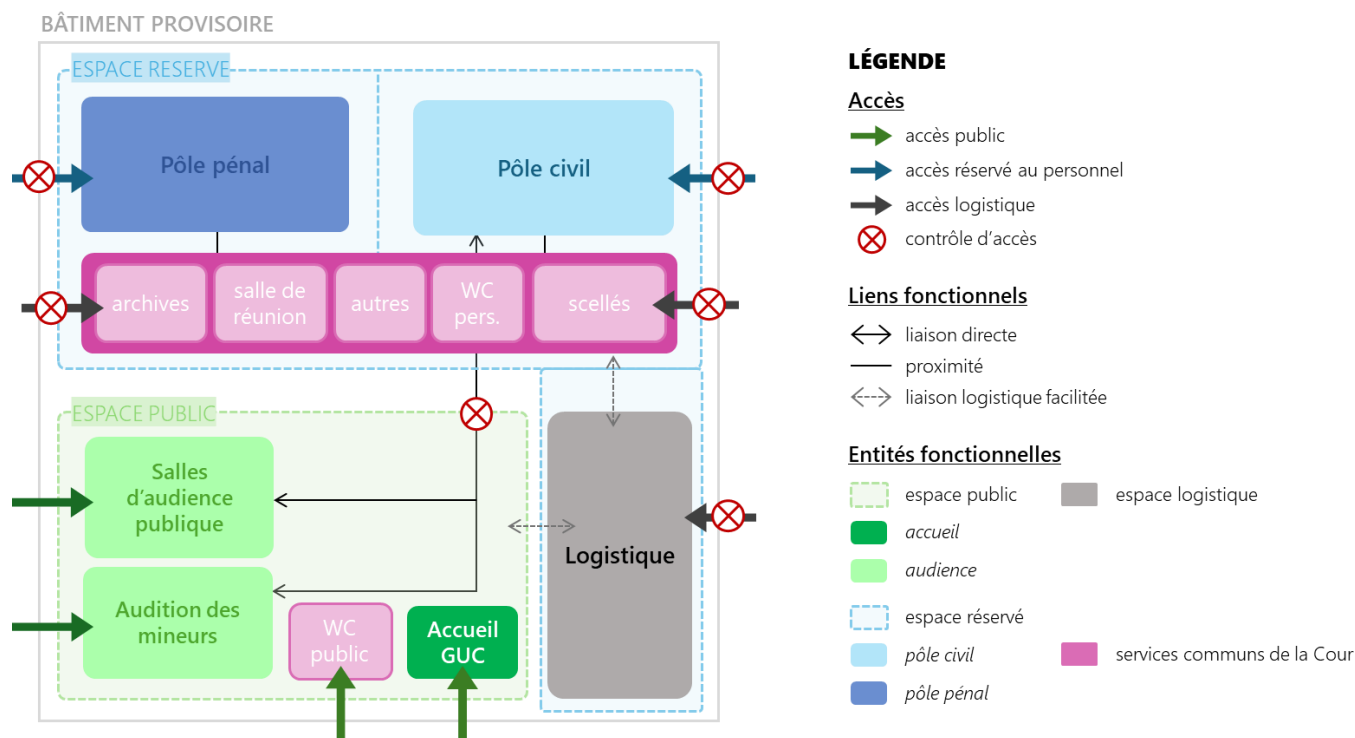
Les espaces de services regroupent les services supports communs aux juridictions et qui permettent le bon fonctionnement du bâtiment (courrier, reprographie, stockages divers, entretien et maintenance des locaux, archives et scellés, locaux logistiques et techniques).

Il n'est pas exigé un circuit logistique dédié. Suivant la configuration du projet, certains locaux pourront disposer des accès autonomes vers l'extérieur.

Dans le cadre de la présente opération les locaux sont présentés avec un découpage par unités fonctionnelles. Elles constituent un ensemble de locaux regroupés en fonction de l'organisation et du fonctionnement d'une activité spécifique de l'établissement. Ce découpage a permis d'identifier les unités fonctionnelles suivantes :

ESPACES PUBLICS	ESPACES TERTIAIRES	ESPACES DE SERVICE
<ul style="list-style-type: none"><li>AC - ACCUEIL</li><li>AD - AUDIENCES</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>CIV - POLE CIVIL ET COMMERCIAL</li><li>PEN - POLE PÉNAL</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>SCC - SERVICES COMMUNS DE LA COUR</li><li>LOG - LOGISTIQUE</li></ul>

## 6.2 Schéma de fonctionnement



## 6.3 Organisation générale

### 6.3.1 Contraintes d'implantation

En complément des prescriptions architecturales énoncées au § 5, l'implantation du bâtiment provisoire devra respecter les contraintes suivantes :

- Préserver la percée visuelle de l'axe central nord-sud entre l'accès la rue Carnot et l'accès rue de l'impasse.
- Favoriser (selon les contraintes techniques) une implantation en dehors de l'emprise des bassins de rétention qui seront installés sous la cour d'honneur (cf. projet 2BDM – Berim).
- Privilégier le positionnement des places de stationnement des utilisateurs qui seront conservées dans la cour d'honneur, au plus proche de l'accès véhicule de la rue Carnot afin de limiter ces flux.
- Permettre la circulation de véhicules entre les différentes cours (fourgons pour le transport de détenus, véhicules des services empruntés pour le transport de courrier et des archives, ...)
- Permettre la circulation ultérieure des véhicules et matériel pour les futurs chantiers de rénovation du site.

### 6.3.2 Contraintes d'organisation

Les locaux qui reçoivent du public et les locaux de logistique qui nécessitent une manutention importante du matériel (courrier, reprographie, archives, scellés, ...) seront situés au rez-de-chaussée du bâtiment.

Les autres locaux, non accessibles au public, notamment les espaces tertiaires (pôle civil, pôle pénal), pourront être situés aux étages.

### 6.3.3 Accès

#### 6.3.3.1 Accès piétons

Le projet s'inscrit dans une enceinte déjà sécurisée. Sur toute la durée du chantier, le contrôle de sûreté existant continuera à fonctionner comme point de passage des flux extérieurs du public, des visiteurs et des auxiliaires de justice

La construction provisoire devra être facilement accessible à partir de la cour d'honneur.

En raison de l'exiguïté du site, certains locaux pourront être aménagés avec un accès direct depuis les espaces extérieurs, comme c'est actuellement le cas pour la plupart des locaux situés au rez-de-chaussée des bâtiments existants.

Il s'agit principalement des fonctions avec accueil du public ou des fonctions de logistique qui nécessitent la manutention du matériel et une aire de livraison à proximité :

- AC1.1 Greffe Central Unique
- AD Salles d'audience (audience publiques civiles et audition mineurs)
- SCC2.1 Sanitaires du public
- SCC3 Scellés – pièces à conviction
- LOG1 Reprographie
- LOG2.1 Courrier

Des accès avec contrôle d'accès seront prévus pour les autres espaces réservés au personnel (bureaux, ...).

#### 6.3.3.2 Accès véhicules

Les accès véhicules du site seront maintenus en fonctionnement, en particulier l'accès principal donnant sur la rue Carnot. De même, la possibilité de circuler en véhicule entre les différentes cours devra être maintenue (transport des détenus, transport des archives, ...).

Pour le bâtiment provisoire, le stationnement temporaire de véhicules devra être possible :

- À minima à proximité d'un des accès du bâtiment où se situe un noyau de circulation verticale, pour faciliter le transport du matériel (archives, courrier, consommables, ...)
- À proximité immédiate des fonctions logistiques mentionnées précédemment (archives, reprographie, courrier, scellés).

### 6.3.4 Circulations

#### 6.3.4.1 La distinction des circuits

Le principe est le suivant :

- Le public se rend uniquement dans les espaces publics et se dirige directement à l'accueil ;
- Les personnes convoquées se rendent uniquement dans les lieux prévus à cet effet, notamment les salles d'audience, situées dans les espaces publics. Ceux qui comparaissent en détention attendent auparavant dans les espaces sécurisés situés dans la cour de l'Impasse<sup>1</sup> ;

---

<sup>1</sup> La configuration du bâtiment provisoire demandée dans le présent programme n'intègre pas des salles d'audiences pénal (absence de circuit détenus pour ce bâtiment). Lors des phases ultérieures les salles d'audiences seront remplacées par des salles pénales, nécessitant un circuit sécurisé par véhicules pour les détenus entre l'attente gardée du site et le bâtiment provisoire.

- Les utilisateurs ont accès à tous les espaces, selon leur périmètre d'action les autorisations accordées par leur titre de déplacement.

Salle des pas perdus	Accueils	Audiences publiques	Audiences de cabinet	Chambres civiles	Chambres pénales: Salle de détention, réunions,	Attentes gardées	Archives scellées	Maintenance entretien logistique
----------------------	----------	---------------------	----------------------	------------------	---	------------------	-------------------	-------------------------------------

Usagers								
Public des visiteurs	x	x	x					
Justiciables sans convocation	x	x	x					
Justiciables convoqués, témoins	x	x	x	x				
Justiciables détenus				x	x	x		
Justiciables retenus				x		x		

Utilisateurs								
Magistrats, auditeurs, assistants	x	x	x	x	x	x	x	
Personnels de Greffe, fonctionnaires	x	x	x	x	x	x	x	x
Avocats, Huissiers*	x	x	x	x	x	x	x	
Travailleurs sociaux, interprètes, experts*	x	x	x	x	x	x	x	
Forces de l'ordre	x	x	x	x		x		

\* Accès contrôlé (cf. plus haut).

#### 6.3.4.2 L'organisation des circulations

La structuration du système de circulations horizontales et verticales constitue un enjeu important. Elle organisera les flux complexes de personnes et des dossiers, limitera les distances à parcourir et répondra aux exigences de sûreté.

L'objectif du système circulatoire est de conforter, en appliquant la règle sécuritaire de l'indépendance et du contrôle des flux, la séparation entre les grands groupes d'espaces spatiaux. Il doit aussi permettre de limiter le déploiement des points de contrôle et de favoriser la protection des zones sensibles.

Le positionnement des circulations verticales sera étudié en prenant en compte les différents flux suivant les moments dans la journée (arrivée/départ, livraisons...).

Les escaliers peuvent bénéficier d'un éclairage naturel (selon projet).

Les ascenseurs seront judicieusement positionnés afin de :

- Réduire le parcours des personnes handicapées sur les principaux cheminements effectués dans une journée.

- Réduire le parcours de manutention des documents et du matériel

Les circuits peuvent être décrits de la manière suivante. Le nouveau bâtiment provisoire s'attachera à respecter les principes énoncés.

### *Le circuit public*

Il comprend :

- Le passage de l'entrée (hors périmètre du présent projet) ;
- L'accès au GCU, aux locaux annexes et aux salles d'audiences publiques ;
- Les éventuelles circulations intégrant les espaces d'attente desservant les salles d'audience (si absence d'accès direct depuis l'extérieur aux salles d'audience) ;
- L'accès aux espaces dédiés aux auxiliaires de justice, le cas échéant,
- Les points de contrôle autorisant l'entrée aux espaces tertiaires.

### *Le circuit « utilisateurs réservé »*

Ce circuit est constitué de tous les dégagements et circulations distribuant les espaces tertiaires réservés et les reliant entre eux. C'est le circuit des personnels.

Les visiteurs sont peu nombreux. Ils sont accueillis au niveau du GCU avant d'être invités à pénétrer éventuellement dans l'espaces tertiaire.

Les visiteurs qui sont invités à pénétrer éventuellement dans les espaces tertiaires doivent obligatoirement être accompagnés.

L'activité juridictionnelle courant génère quotidiennement des flux denses de dossiers dont le nombre et les volumes traités sont très importants. Ces flux sont particulièrement conséquents entre les espaces tertiaires et les salles d'audience et entre les espaces tertiaires. Les transports de dossiers, parfois lourds et volumineux, représentent une contrainte fortement ressentie par les utilisateurs. Aussi, les parcours seront simples et courts.

Le circuit « réservé » desservira aisément les lieux de stockage d'archives et de scellés.

### *Le circuit « logistique »*

Ce circuit dessert les espaces de service et se prolonge verticalement pour pouvoir irriguer l'ensemble des espaces, et en particulier les espaces tertiaires. Il sera utilisé pour les approvisionnements en consommables, les collectes de déchets, les interventions techniques, les livraisons de mobiliers et d'équipements informatiques et les travaux de réagencement.

Le circuit « logistique » est mutualisé avec le circuit « utilisateurs réservé ».

### *Le circuit « sécurisé »*

Un circuit sécurisé sera mis en place dans le bâtiment provisoire lors des phases ultérieures de réaménagement du bâti. Il n'est pas envisagé au moment de la livraison du bâtiment. Ce circuit est un système indépendant, étanche, et verrouillé par des sas à ses points d'accès. Il canalise les parcours des personnes prévenues sous-main de justice et des personnes détenues.

D'une façon générale il comprend :

- l'accès des fourgons cellulaires au site judiciaire, et le sas,
- la desserte de l'attente gardée centrale,



- la desserte depuis l'attente gardée vers les salles d'audiences publiques et de cabinet pénales, via les locaux relais d'attente gardée situés au plus près des salles d'audience.
- Le circuit spécifique des personnes retenues : Les personnes retenues bénéficieront d'un circuit spécifique distinct du circuit détenus. L'attente collective des retenus s'effectue à proximité des salles d'audiences concernées, dans des locaux spécifiques où ils peuvent recevoir avocats, interprètes et associations.
- la liaison entre l'aire de déchargement de l'attente gardée et le service des scellés pour la livraison des pièces à conviction apportées par les forces de l'ordre, ou leur départ vers la destruction.

Le principe retenu est que le circuit sécurisé ne dessert pas les espaces tertiaires.

À l'arrière des salles d'audiences, le circuit sécurisé pourra être commun au circuit réservé aux utilisateurs, sous réserve que les segments empruntés pour les deux circuits soient courts, et que cela n'affaiblisse pas la sûreté du site.

## 6.4 Surface du projet

La surface utile nécessaire à la libération des locaux pour la phase 1 de travaux est de **1 893 m<sup>2</sup>**.

Une importance particulière est portée sur le respect des surfaces minimales des locaux dans le projet du Titulaire.

Pour mémoire, cette première phase génère le besoin surfacique le plus important. Les évolutions d'usage apportées ultérieurement, par l'installation d'autres juridictions dans ce bâtiment provisoire, s'inscriront dans l'enveloppe décrite ci-contre. Toutefois, le projet devra démontrer une modularité au niveau des locaux du rez-de-chaussée (particulièrement au niveau des salles d'audience afin de faire évoluer leur capacité et spécificité) ainsi que sur les espaces tertiaires.

<b>PROGRAMME</b>		
<i>Bâtiment provisoire</i>		
<b>Unité fonctionnelle</b>	<b>Effectif</b>	<b>Surface utile</b>
<b>Accueil</b>	<b>7</b>	<b>68 m<sup>2</sup></b>
<b>Audiences</b>	<b>0</b>	<b>184 m<sup>2</sup></b>
Audiences publiques civiles		128
Audiences de cabinet		36
<b>Pôle civil</b>	<b>58</b>	<b>587 m<sup>2</sup></b>
Bureaux	51	408
Services communs	7	179
<b>Pôle pénal</b>	<b>55</b>	<b>606 m<sup>2</sup></b>
Bureaux	46	372
Services communs	9	234
<b>Services communs de la Cour</b>	<b>3</b>	<b>276 m<sup>2</sup></b>
Réunions		40
Sanitaires		72
Archives	1	70
Scellés et pièces à conviction	1	82
Autres	1	12
<b>Logistique</b>	<b>7</b>	<b>172 m<sup>2</sup></b>
Reprographie	4	72
Support	3	80
Entretien		20
<b>Total</b>	<b>130</b>	<b>1 893 m<sup>2</sup></b>

fiche	code	local	EFFECTIF			PROGRAMME (SU)			Observations
			M	F	A	nb.	surface unitaire	surface totale	
	<b>AC</b>	<b>ACCUEIL</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>			<b>68</b>	
	<b>AC1</b>	accueil du public						68	
EP-04	AC1.1	Greffe Central Unique (GCU)	6			1	56	56	RDC, 6 postes + guichet. Accès direct extérieur
EP-08	AC1.2	bureau responsable GCU	1			1	12	12	RDC
	<b>AD</b>	<b>AUDIENCES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>184</b>	
	<b>AD1</b>	audiences publiques civiles						128	
EP-20	AD1.1	salle d'audience moyenne (24p)				2	52	104	RDC, accès direct de l'extérieur
EP-23	AD1.2	salle de délibéré, réunion				2	12	24	RDC, 1 salle de délibéré par salle d'audience
EP-24	AD1.3	salle d'attente				1	20	20	
	<b>AD2</b>	audiences de cabinet						36	
EP-22	AD2.1	salle d'audience mineurs				1	20	20	RDC, accès direct de l'extérieur
EP-24	AD2.2	salle d'attente mineurs				1	16	16	RDC

fiche	code	local	EFFECTIF			PROGRAMME (SU)			Observations
			M	F	A	nb.	surface unitaire	surface totale	
	<b>CIV</b>	<b>POLE CIVIL ET COMMERCIAL</b>	<b>12</b>	<b>37</b>	<b>9</b>			<b>587</b>	
	<b>CIV1</b>	bureaux						408	
ET-02	CIV1.1	bureau magistrats 6p	12			2	48	96	y/c 2 magistrats honoraires
ET-02	CIV1.2	bureau greffe 3p		34	5	13	24	312	2 greffes + 1 poste de passage (stagiaire, ...)
	<b>CIV2</b>	services communs						179	
ET-01	CIV2.1	bureau Dir. ppale.des services de greffe judiciaires	1			1	12	12	
ET-01	CIV2.2	bureau Dir. Serv. de greffe judiciaires	1			1	12	12	
ET-01	CIV2.3	bureau Soutien civil	1			1	12	12	
ET-02	CIV2.4	bureaux assistants de justice / soutien aux chambres 4p		4		1	32	32	postes de travail partagés, Ass J. présent à mi-temps
ET-10	CIV2.5	salle de réunion 8p				2	16	32	1 salle pour 2 chambres
ET-14	CIV2.6	classement				1	49	49	à répartir par étage
ET-15	CIV2.7	reprographie				1	6	6	à répartir (mutualisé avec le pole pénal)
ET-14	CIV2.8	courrier service				2	5	10	à répartir (mutualisé avec le pole pénal)
ET-13	CIV2.9	point café / détente				1	14	14	
	<b>PEN</b>	<b>POLE PENAL</b>	<b>26</b>	<b>20</b>	<b>9</b>			<b>606</b>	
	<b>PEN1</b>	bureaux						372	
ET-02	PEN1.1	bureau magistrats 6p	24			4	48	192	
ET-01	PEN1.2	bureau magistrats honoraires	1			1	12	12	
ET-02	PEN1.3	bureau greffe 3p		18	3	7	24	168	
	<b>PEN2</b>	services communs						234	
ET-01	PEN2.1	bureau président de chambre (pôle pénal)	1			1	12	12	
ET-01	PEN2.2	bureau Dir. ppale.des services de greffe judiciaires	1			1	12	12	
ET-01	PEN2.3	bureau Dir. Serv. de greffe judiciaires	1			1	12	12	
ET-02	PEN2.4	bureaux assistants de justice / soutien aux chambres 6p		6		1	48	48	postes de travail partagés, Ass J. présent à mi-temps
ET-09	PEN2.5	consultation des avocats				1	8	8	
ET-10	PEN2.6	salle de réunion 6-8p				4	16	64	1 salle pour 2 chambres
ET-14	PEN2.7	classement				1	46	46	à répartir par étage
ET-15	PEN2.8	reprographie				2	6	12	à répartir (mutualisé avec le pole civil)
ET-14	PEN2.9	courrier service				2	5	10	à répartir (mutualisé avec le pole civil)
ET-13	PEN2.10	point café / détente				1	10	10	

fiche	code	local	EFFECTIF			PROGRAMME (SU)			Observations
			M	F	A	nb.	surface unitaire	surface totale	
	<b>SCC</b>	<b>SERVICES COMMUNS DE LA COUR</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>			<b>276</b>	
	<b>SCC1</b>	Réunions						40	
ET-10	SCC1.1	salle de réunion 20 places				1	40	40	
	<b>SCC2</b>	sanitaires						72	
EP-33	SCC2.1	sanitaires du public						16	RDC, accès direct extérieur
ET-20	SCC2.2	sanitaires du personnel						56	à répartir
	<b>SCC3</b>	archives						70	
EL-05	SCC3.1	local d'archives	1			1	70	70	RDC
	<b>SCC4</b>	scellés - pièces à conviction						82	
EL-06	SCC4.1	bureau de réception	1			1	12	12	
EL-04	SCC4.2	stockage scellés y compris chambre forte				1	70	70	RDC
	<b>SCC5</b>	Autres						12	
ET-01	SCC5.1	bureau coordinateur régional de formation	1			1	12	12	
	<b>LOG</b>	<b>LOGISTIQUE</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>			<b>172</b>	
	<b>LOG1</b>	reprographie						72	zone livraison
ET-02	LOG1.1	bureaux reprographie	4			1	32	32	RDC
EL-01	LOG1.2	reprographie centrale				1	20	20	3 équipements de numérisation
EL-11	LOG1.3	stock papier et fourniture				1	20	20	RDC
	<b>LOG2</b>	locaux support						80	
EL-02	LOG2.1	courrier	2			1	40	40	RDC, 2 machines à affranchir
ET-18	LOG2.2	bureau CLI	1			1	15	15	RDC
EL-11	LOG2.3	stockage matériel				1	15	15	
EL-11	LOG2.4	stockage fournitures				1	10	10	
	<b>LOG3</b>	entretien						20	
EL-13	LOG3.1	locaux entretien d'étage				4	5	20	1 par étage
	<b>TOTAL SURFACES UTILES (SU)</b>		38	74	18			<b>1 893</b>	
				130					

## 6.5 Description des unités fonctionnelles

### 6.5.1 Les espaces publics (AC, AD)

#### 6.5.1.1 Définition générale

Les espaces publics de la construction provisoire s'articuleront autour de trois principaux types de locaux :

- le **greffe central unique** est un espace organisés en deux zone : un guichet situé en amont destiné à recevoir du public pour renseigner et traiter des demandes et une zone (en back-office) avec des postes de travail situés en arrière pour la gestion des dossiers. Ce service est facilement repérable après le passage au poste central de sécurité (situé rue Carnot) et en accès libre ;
- les **salles d'audiences publiques** (civiles dans un premier temps) sont facilement repérables et accessibles au public. Elles sont également desservies de manière distincte par le circuit réservé aux personnels.
- les **salles d'audiences de cabinet** (audition de mineurs par le pôle civil dans un premier temps) sont facilement repérables et accompagnées par une signalétique dédiée. Elles sont accessibles au public et desservies de manière distincte par le circuit réservé aux personnels. Des espaces d'attente assise seront prévus dans un espace dédié.

Des sanitaires pour le public (cf. services communs à la Cour) sont également prévus à proximité des salles d'audience. Ils peuvent être accessibles librement depuis l'extérieur du bâtiment (configuration semblable aux snites actuellement présents dans la cour d'appel).

#### 6.5.1.2 Tableau de surfaces

fiche	code	local	EFFECTIF			PROGRAMME (SU)			Observations
			M	F	A	nb.	surface unitaire	surface totale	
	<b>AC</b>	<b>ACCUEIL</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>			<b>68</b>	
	<b>AC1</b>	accueil du public						68	
EP-04 EP-08	AC1.1	Greffe Central Unique (GCU)	6			1	56	56	RDC, 6 postes + guichet. Accès direct extérieur
EP-07	AC1.2	bureau responsable GCU	1			1	12	12	RDC
	<b>AD</b>	<b>AUDIENCES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>184</b>	
	<b>AD1</b>	audiences publiques civiles						128	
EP-20	AD1.1	salle d'audience moyenne (24p)				2	52	104	RDC, accès direct de l'extérieur
EP-23	AD1.2	salle de délibéré, réunion				2	12	24	RDC, 1 salle de délibéré par salle d'audience
EP-24	AD1.3	salle d'attente				1	20	20	
	<b>AD2</b>	audiences de cabinet						36	
EP-22	AD2.1	salle d'audience mineurs				1	20	20	RDC, accès direct de l'extérieur
EP-24	AD2.2	salle d'attente mineurs				1	16	16	RDC

#### 6.5.1.3 Organisation spatiale fonctionnelle

##### Le Greffe Central Unique (ou SAUJ)

A la fois service d'accueil centralisé et point d'entrée procédural, le GCU constitue un accès polyvalent à la justice pour les justiciables. Le justiciable ou l'utilisateur doit pouvoir :

- Être accueilli et orienté ;
- Recevoir une information particulière sur une procédure le concernant ;
- Introduire, le cas échéant, une demande ou une requête dont la liste est fixée par décret.

Il est composé de deux types d'espaces :

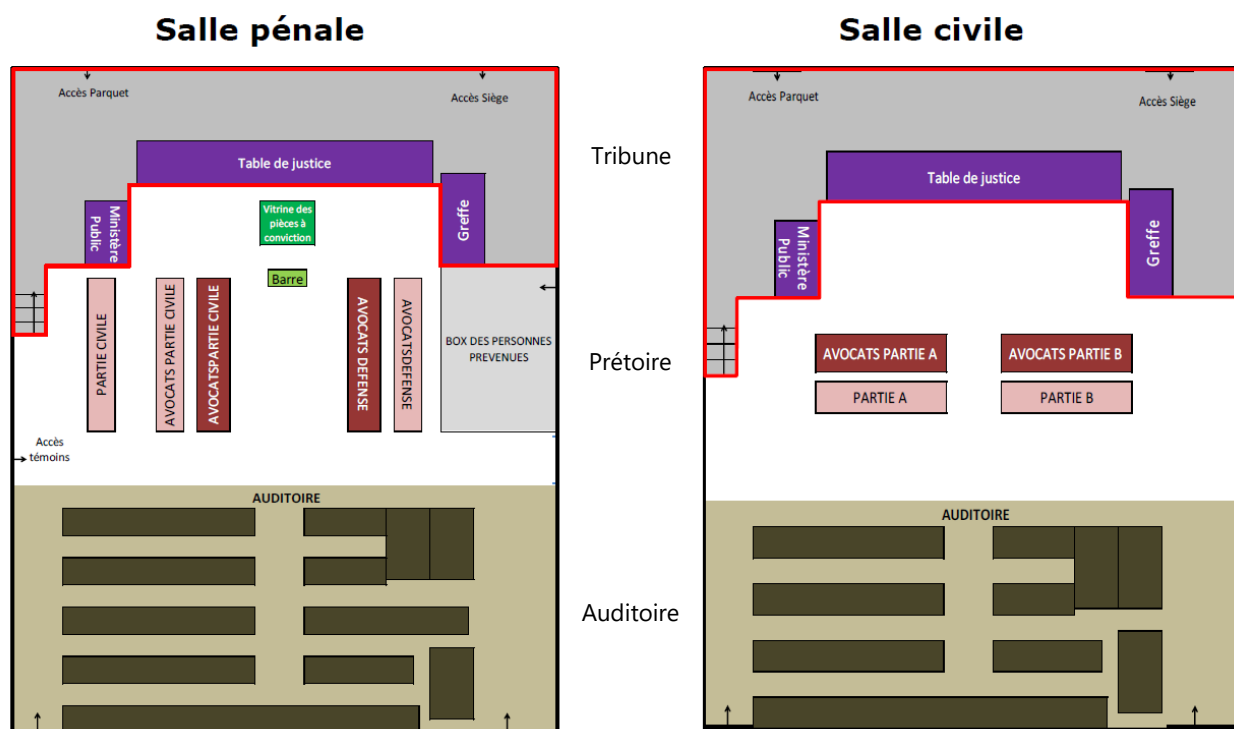
- Un guichet semi-cloisonné permettant un traitement personnalisé de la demande ;
- Des espaces de travail en arrière-plan (6 postes), notamment pour les missions d'accueil téléphonique et numérique.

Un bureau de responsable indépendant sera à prévoir à proximité de l'accueil.

### Les salles d'audience publique

Deux salles d'audience de 24 places sont prévues dans le programme. Elles doivent répondre au principe d'une justice publique : publicité du débat dans la salle, confidentialité des délibérés dans une salle adjacente (en cas de jugement collégial) et de nouveau publicité du verdict.

Les salles d'audiences publiques sont structurées selon un ensemble de sous-espaces formels représentés ci-dessous :



Organisation schématisée d'une salle d'audience publique

D'une façon générale les salles sont organisées ainsi :

- La tribune est l'estrade sur laquelle sont positionnés la table de justice, le poste de travail du greffier et le poste de travail du ministère public. Elle est connectée au prétoire par l'intermédiaire d'un ou deux escaliers (pas de liaison pour PMR).
- Le prétoire est la partie en contrebas de l'estrade où sont situés le poste de travail de l'huissier, le cas échéant, ceux des avocats et des parties civiles, le cas échéant.
- L'auditoire est la partie de la salle où le public, la presse, les justiciables peuvent assister à l'audience.
- Les salles pénales (non demandées dans le cadre du présent programme) se caractérisent par la présence d'un box de comparution.

Les salles d'audience civiles seront conçues avec mobilier fixe..

La distribution des circulations autour de chaque salle d'audiences répondra au principe rigoureux d'identification de trois circuits :

- le circuit réservé des personnels ;
- le circuit du public ;

- le circuit sécurisé pour les salles d'audiences pénales (pour les aménagements ultérieurs des salles pénales).

Plusieurs accès sont nécessaires à chaque salle pour garantir un fonctionnement optimal :

- Un accès pour les magistrats et le greffe, se raccordant au circuit réservé des professionnels à l'arrière de la salle ;
- Un accès pour le représentant du Parquet, se raccordant au circuit réservé des professionnels à l'arrière de la salle ;
- Un accès pour le public distribué depuis les espaces publics ;
- Pour les salles pénales un accès sécurisé sera mis en place, reliant directement ces salles aux box des détenus. Les salles pénales sont hors programme, leur aménagement est prévu ultérieurement au rez-de-chaussée du bâtiment modulaire, dans le cadre des phases suivantes de rénovation de la cour
- Pour les salles pénales (hors programme – ces salles seront aménagées ultérieurement au rez-de-chaussée du bâtiment modulaire lors des phases ultérieures de rénovation de la cour) : un accès sécurisé donnant sur les box des détenus

La dyarchie (un accès pour le Siège, un accès pour le Parquet) est à respecter impérativement dans les salles d'audiences publiques.

La capacité des salles d'audiences est amenée à évoluer au cours de la vie de la construction modulaire. Une telle hypothèse implique que les conditions d'accès aux salles et les critères de confort intérieur de chacune d'elles soient garanties aussi dans cette configuration.

Les salles seront regroupées de façon à constituer un bloc de surface et de volumétrie homogènes permettant une recomposition plus aisée.

Les circuits réservés aux utilisateurs qui relient directement les espaces publics aux espaces de travail tertiaires ne doivent pas obliger le personnel à traverser les espaces publics.

### *Salles de délibérés*

Une salle de délibérés est à localiser au plus près de chaque salle d'audience et au même niveau que celle-ci. Elle ne doit pas être traversable pour accéder à la salle d'audience : les magistrats et le greffier n'ont pas à passer par la salle des délibérés pour accéder à la salle d'audience.

Ces salles présenteront un usage polyvalent, pouvant être utilisés également en tant que salles d'audience/réunion sans l'assistance du public (usage assimilé aux salles de cabinet avec présence de justiciables et des utilisateurs – cf. 6.3.4.1). Elles présentent une configuration semblable à une salle de réunion, autour d'une table de réunion située au centre du local.

Si les contraintes du projet obligent à une contiguïté salle de délibérés/salle d'audience, le concepteur veillera à garantir l'isolement acoustique entre ces deux locaux.

L'éclairage naturel est souhaité pour les salles de délibérés des salles d'audiences courantes.

### *Salle d'audition mineurs (salle d'audience de cabinet)*

La salle d'audition mineurs est assimilée aux salles d'audiences de cabinet. Seuls les justiciables et les avocats ainsi que les accompagnants (assistants sociaux, éducateurs, interprètes, famille proche, etc.) sont admis.

Le flux de public est régulier, les personnes étant convoquées à une heure précise. Les différentes audiences s'enchaînent alors à intervalles réguliers

Cette salle sera localisée au rez-de-chaussée et disposera d'un double accès : un pour le public et un réservé aux utilisateurs.

La configuration de cette salle sera soit celle d'une salle de réunion (propice aux procédures de médiation/conciliation), soit celle d'un grand bureau recevant du public (disposition frontale adaptée aux procédures de jugement).

### *Salle d'attente mineurs*

Pour desservir la salle d'audition mineurs, des circulations adaptées à un flux conséquent de justiciables sont prévues. Ainsi, une salle d'attente sera située à proximité de la salle d'audience.

Au moment de chaque audience, un personnel de greffe invite les personnes convoquées à se rendre dans la salle concernée.

Cette salle est équipée des bancs solides et ergonomiques.

Des sanitaires destinés au public devront se trouver à proximité des espaces d'attente.

#### 6.5.1.4 Exigences particulières pour les salles d'audience et délibérés

L'éclairage naturel de premier ou de second jour dans les salles d'audience publique est obligatoire afin que la mesure du temps soit réelle. Il ne devra y avoir ni effet de contre-jour, ni effet de tâche lumineuse. L'éclairage naturel est demandé a minima en second jour dans les salles d'audience de cabinet, et souhaité dans la salle de délibérés.

L'emploi de nouveaux supports technologiques de communication sera systématisé dans l'ensemble des espaces publics :

- sur les différents postes de travail des points d'accueil et dans les salles d'audience (postes du prétoire, postes de avocats, vidéo-comparution, présentation des pièces, enregistrements simultanés, reports d'audiences dans une salle voisine par exemple) ;
- dans les salles d'audience publique et de cabinet où la visioconférence est généralisée ;
- dans les salles de délibérés.

#### 6.5.2 Les espaces tertiaires (CIV, PEN)

##### 6.5.2.1 Définition générale

La construction provisoire sera en grande partie composée d'espaces tertiaires. Ce sont des espaces d'accès réservé. Lieux de travail personnel et d'équipe, ils devront contribuer à l'efficacité du système judiciaire grâce à la qualité intrinsèque des espaces.

L'ensemble des espaces seront flexibles, à haute valeur d'usage et de bon confort.

Ils peuvent être décomposés de la manière suivante :

- les **activités civiles et pénales** : chaque juridiction constituera un ensemble spatial au sein duquel les activités civiles et pénales seront clairement distinctes. Les activités de chaque seront regroupées (horizontalement ou verticalement). L'accès de ses espaces est contrôlé depuis l'espace public et réservé aux utilisateurs pour protéger la sérénité du travail et respecter la confidentialité ;
- les **espaces tertiaires d'accompagnement** (espaces et salles de réunion) sont à situer à la jonction des services pour une desserte facile. Leur accès est contrôlé depuis les espaces publics ;
- les **espaces de vie collective** (espace de détente) sont à répartir dans les plateaux tertiaires. Leur accès est réservé aux utilisateurs.



### 6.5.2.2 Tableau de surfaces

fiche	code	local	EFFECTIF			PROGRAMME (SU)			Observations
			M	F	A	nb.	surface unitaire	surface totale	
	<b>CIV</b>	<b>POLE CIVIL ET COMMERCIAL</b>	<b>12</b>	<b>37</b>	<b>9</b>			<b>587</b>	
	<b>CIV1</b>	<b>bureaux</b>						<b>408</b>	
ET-02	CIV1.1	bureau magistrats 6p	12			2	48	96	y/c 2 magistrats honoraires
ET-02	CIV1.2	bureau greffe 3p	34	5		13	24	312	2 greffes + 1 poste de passage (stagiaire, ...)
	<b>CIV2</b>	<b>services communs</b>						<b>179</b>	
ET-01	CIV2.1	bureau Dir. ppale.des services de greffe judiciaires	1			1	12	12	
ET-01	CIV2.2	bureau Dir. Serv. de greffe judiciaires	1			1	12	12	
ET-01	CIV2.3	bureau Soutien civil	1			1	12	12	
ET-02	CIV2.4	bureaux assistants de justice / soutien aux chambres 4p	4			1	32	32	postes de travail partagés, Ass J. présent à mi-temps
ET-10	CIV2.5	salle de réunion 8p				2	16	32	1 salle pour 2 chambres
ET-14	CIV2.6	classement				1	49	49	à répartir par étage
ET-15	CIV2.7	reprographie				1	6	6	à répartir (mutualisé avec le pole pénal)
ET-14	CIV2.8	courrier service				2	5	10	à répartir (mutualisé avec le pole pénal)
ET-13	CIV2.9	point café / détente				1	14	14	
	<b>PEN</b>	<b>POLE PENAL</b>	<b>26</b>	<b>20</b>	<b>9</b>			<b>606</b>	
	<b>PEN1</b>	<b>bureaux</b>						<b>372</b>	
ET-02	PEN1.1	bureau magistrats 6p	24			4	48	192	
ET-01	PEN1.2	bureau magistrats honoraires	1			1	12	12	
ET-02	PEN1.3	bureau greffe 3p	18	3		7	24	168	
	<b>PEN2</b>	<b>services communs</b>						<b>234</b>	
ET-01	PEN2.1	bureau président de chambre (pôle pénal)	1			1	12	12	
ET-01	PEN2.2	bureau Dir. ppale.des services de greffe judiciaires	1			1	12	12	
ET-01	PEN2.3	bureau Dir. Serv. de greffe judiciaires	1			1	12	12	
ET-02	PEN2.4	bureaux assistants de justice / soutien aux chambres 6p	6			1	48	48	postes de travail partagés, Ass J. présent à mi-temps
ET-09	PEN2.5	consultation des avocats				1	8	8	
ET-10	PEN2.6	salle de réunion 6-8p				4	16	64	1 salle pour 2 chambres
ET-14	PEN2.7	classement				1	46	46	à répartir par étage
ET-15	PEN2.8	reprographie				2	6	12	à répartir (mutualisé avec le pole civil)
ET-14	PEN2.9	courrier service				2	5	10	à répartir (mutualisé avec le pole civil)
ET-13	PEN2.10	point café / détente				1	10	10	

### 6.5.2.3 Organisation spatiale et fonctionnelle

Outre l'accès principal vers le GCU, les espaces tertiaires sont accessibles depuis l'extérieur du bâtiment et de façon restrictive, par les seuls utilisateurs.

Des circulations directes sont à organiser pour les personnels entre les espaces tertiaires, avec les salles d'audiences, sans avoir à traverser les espaces publics, afin de réduire les distances au maximum et de faciliter la sûreté générale des activités de la juridiction.

#### Une structuration respectant l'identité de chaque juridiction et la nature des activités

Tout en respectant prioritairement le principe de regroupement spatial des locaux d'une même juridiction, les activités pénales seront rassemblées dans un même secteur du bâtiment pour faciliter les déplacements vers les salles d'audiences auxquelles ces services ont recours (situées dans les bâtiments existants). Elles sont aussi concernées par une facilité d'accès aux stockages des pièces à conviction.

De la même façon, le rapprochement de toutes les activités civiles des juridictions permettra d'organiser une liaison cohérente et mutualisée vers les salles d'audiences de référence de ces activités.

#### Une organisation modulaire par pôle / par chambre

Une organisation modulaire par pôle et par chambre est à déployer dans la répartition des espaces sur un principe de mutualisation des espaces communs :

- Les espaces tertiaires seront regroupés par pôles (civil et pénal)
- Les espaces de travail sont répartis ainsi :

- 1 bureau collectif greffe 3 pers. par chambre (2 greffes/chambre + 1 poste de passage stagiaire, ...)
- 1 bureau collectif magistrats 6 postes (présidents et conseillers) pour 2 chambres
- 1 salle de réunion 8 places pour 2 chambres
- 1 bureau partagé assistants de justice par pôle

■ Les espaces communs sont répartis ainsi :

- 1 espace cafétéria par pôle
- Des espaces reprographie répartis
- Des espaces d'archive répartis

### *Des principes de localisation à satisfaire*

La direction de greffe de chaque juridiction sera à rapprocher des chefs de juridiction.

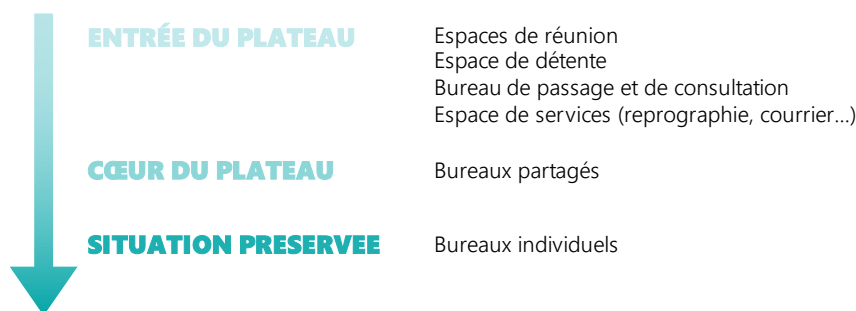
Les espaces de vie collective (ici détente) concernent l'ensemble de la communauté judiciaire. Ils bénéficieront d'un traitement favorisant le confort et l'agrément. Les espaces de détente sont à répartir dans les espaces tertiaires afin de proposer des proximités pour chaque service.

Les blocs sanitaires prévus dans les espaces tertiaires seront aussi régulièrement répartis, et seront toujours distincts des sanitaires dévolus aux usagers (cf. services communs à la Cour).

### *Des enjeux pour les espaces de travail*

La définition et le traitement de ces espaces s'attacheront à mettre en avant :

- la cohérence générale des espaces tertiaires, et leurs liaisons avec les autres espaces fonctionnels (espaces publics et de service) ;
- La capacité des locaux à accompagner les changements organisationnels ;
- La fonctionnalité interne de chaque composante ;
- Un agencement de qualité facilitant le travail tout en conservant une flexibilité ;
- L'ergonomie de chaque poste de travail, des services et des circulations internes.



Ainsi, les locaux les plus collectifs seront localisés à proximité de l'entrée. A contrario, les bureaux individuels, plus confidentiels, seront préservés des flux.

L'ensemble des espaces tertiaires sont conçus selon une « gamme d'espace » constituée de plusieurs types de locaux bureaux partagés, individuels, espaces supports. Pour les bureaux partagés, une attention particulière devra être portée à la dimension des espaces, au mobilier, à la délimitation des espaces personnels, ainsi qu'à l'apport de lumière naturelle et à l'acoustique.

Au sein des services, un certain nombre de locaux annexes seront mutualisés et disposés de manière à être accessibles par chacun d'eux.

### 6.5.2.4 Exigences particulières

L'ergonomie des espaces et des postes de travail devra faire l'objet d'une attention particulière notamment au travers du choix des couleurs des revêtements et des mobiliers et de l'harmonisation avec l'éclairage naturel afin d'éviter la fatigue oculaire et l'éblouissement.

## 6.5.3 Les espaces de services (SCC, LOG)

### 6.5.3.1 Définition générale

La construction provisoire accueillera également des espaces de services, essentiels au bon fonctionnement de la Cour. Ils se décomposent de la manière suivante :

- Une **salle de réunion** de 20 places doit être située à proximité de l'entrée principal du bâtiment. Elle sera utilisée pour les réunions internes et d'interface avec divers publics extérieurs. Son accès est sécurisé ;
- Le **stockage des archives** doit être situé dans un ensemble homogène présentant une bonne habitabilité. Son accès est contrôlé.
- La **conservation des scellés** (pièces à conviction) doit être située dans un ensemble homogène présentant une bonne habitabilité. Son accès est contrôlé et sécurisé ;
- La **logistique maintenance, de stockage et d'entretien** doit être située dans un ensemble homogène présentant une bonne habitabilité. Son accès est sécurisé ;
- Les **locaux supports** (courrier, reprographie, numérisation) doivent être situés dans un ensemble homogène présentant une bonne habitabilité. Leurs accès sont sécurisés.

### 6.5.3.2 Tableau de surfaces

fiche	code	local	EFFECTIF			PROGRAMME (SU)			Observations
			M	F	A	nb.	surface unitaire	surface totale	
	<b>SCC</b>	<b>SERVICES COMMUNS DE LA COUR</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>			<b>276</b>	
	SCC1	Réunions						40	
ET-10	SCC1.1	salle de réunion 20 places				1	40	40	
	SCC2	sanitaires						72	
EP-33	SCC2.1	sanitaires du public						16	RDC, accès direct extérieur
ET-20	SCC2.2	sanitaires du personnel						56	à répartir
	SCC3	archives						70	
EL-05	SCC3.1	local d'archives	1			1	70	70	RDC
	SCC4	scellés - pièces à conviction						82	
EL-06	SCC4.1	bureau de réception	1			1	12	12	
EL-04	SCC4.2	stockage scellés y compris chambre forte				1	70	70	RDC
	SCC5	Autres						12	
ET-01	SCC5.1	bureau coordinateur régional de formation	1			1	12	12	
	<b>LOG</b>	<b>LOGISTIQUE</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>			<b>172</b>	
	LOG1	reprographie						72	zone livraison
ET-02	LOG1.1	bureaux reprographie	4			1	32	32	RDC
EL-01	LOG1.2	reprographie centrale				1	20	20	3 équipements de numérisation
EL-11	LOG1.3	stock papier et fourniture				1	20	20	RDC
	LOG2	locaux support						80	
EL-02	LOG2.1	courrier	2			1	40	40	RDC, 2 machines à affranchir
ET-18	LOG2.2	bureau CLI	1			1	15	15	RDC
EL-11	LOG2.3	stockage matériel				1	15	15	
EL-11	LOG2.4	stockage fournitures				1	10	10	
	LOG3	entretien						20	
EL-13	LOG3.1	locaux entretien d'étage				4	5	20	1 par étage

### 6.5.3.3 Organisation spatiale et fonctionnelle

Ces locaux se situent en interface entre les espaces publics et réservés aux utilisateurs.

#### *Salle de réunion*

L'unique circuit vers la salle de réunion sera réservé et accueillera de façon ponctuelle des visiteurs extérieurs convoqués. Une proximité est souhaitée avec l'entrée principale du bâtiment, cette salle peut être située en étage proche d'un noyau de circulation verticale le cas échéant.

#### *Sanitaires*

Les sanitaires, en fonction des usagers et utilisateurs, seront répartis dans le bâtiment selon les principes visés dans les parties précédentes spécifiques aux espaces publics et tertiaires.

Les sanitaires du public seront au rez-de-chaussée. Ils pourront bénéficier d'un accès direct depuis les espaces extérieurs.

#### *Archives et Scellés*

L'accès aux scellés et aux archives se fait via un circuit sécurisé réservé aux utilisateurs, soumis à des contrôles d'accès.

Les stockages judiciaires répondent aux besoins en archivage des dossiers intermédiaires et à l'entreposage des scellés :

- Les **archives** seront stockées en magasin équipé de rayonnages. Une zone pour le traitement des archives sera aménagée dans l'entrée du local (poste de travail) ;
- Les **scellés** sont stockés dans des conditions devant garantir leur sécurité et leur intégrité. Les dépôts prévus doivent être séparés les scellés « papier » des « objets ». Certains scellés sont très sensibles et justifient des chambres fortes ou des mobiliers adaptés y compris pour stockage provisoires (monnaie, drogues, armes, munitions). Ainsi, une sécurisation complète du local doit être envisagée afin que les murs puissent résister efficacement à toute tentative d'effraction.

#### *Bureau du coordonnateur régional de formation*

Le bureau du coordonnateur régional de formation sera à placer à proximité des locaux supports de la fonction logistique.

#### *LOG - Logistique*

Le circuit logistique dessert tous les espaces du bâtiment et ne devra pas perturber le fonctionnement courant. Pour les livraisons et la maintenance courante, l'accessibilité sera restrictive et réservée aux seuls utilisateurs habilités.

Les locaux de **reprographie** (LOG1) et **supports** (LOG2) sont à prévoir de préférence en rez-de-chaussée, à proximité d'une entrée réservée aux utilisateurs et d'une circulation verticale. Son accès doit être facilité depuis les espaces tertiaires et les extérieurs (livraison, manutention). Ces services pourront bénéficier des accès directs depuis les espaces extérieurs pour faciliter la manutention.

Les locaux **d'entretien d'étage** sont à répartir dans les différents étages du bâtiment. Leur nombre sera adapté suivant la configuration du projet. Ils permettront le stockage de produits dangereux.

### 6.5.4 Locaux techniques

Le nombre et la répartition des locaux techniques est à évaluer par le Titulaire suivant son projet.

Les caractéristiques générales de ces locaux sont précisées dans les fiches espaces.

Il est rappelé que les éventuels locaux techniques en toiture ne doivent pas être visibles (traitement de la 5<sup>ème</sup> façade).

## 6.6 Évolutions du bâtiment provisoire lors des phases ultérieures

L'organisation interne du bâtiment provisoire évoluera au fil des phases des travaux, principalement pour les espaces situés en rez-de-chaussée, tels que les salles d'audience publiques et les locaux logistiques.

Les espaces tertiaires en étage seront majoritairement maintenus, avec des ajustements dans la taille des bureaux et des salles de réunion.

La livraison de la phase 1 (aile des Écuries) permettra le transfert définitif des salles d'audiences civiles et de plusieurs services centraux (courrier, scellés, reprographie centrale, etc.), libérant ainsi des surfaces dans le bâtiment provisoire pour accueillir d'autres besoins.

Suivant le phasage envisagé à ce stade dans le schéma directeur, les principaux locaux de grande dimension à prévoir au rez-de-chaussée sont listés ci-après :

Besoins à intégrer dans le bâtiment provisoire	
<b>Phase 2</b> Rénovation des pavillons et du reste de l'aile des écuries	<ul style="list-style-type: none"><li>2 salles d'audience pénal (110m<sup>2</sup>/salle)</li><li>2 salles de délibérée (20 m<sup>2</sup>/salle)</li></ul>
<b>Phase 3</b> Rénovation de l'aile de la manufacture	<ul style="list-style-type: none"><li>2 salles d'audience pénal (110m<sup>2</sup>/salle)</li><li>2 salles de délibérée (20 m<sup>2</sup>/salle)</li></ul>

La configuration du bâtiment provisoire devra permettre le réaménagement des espaces avec la prise en compte des contraintes liées aux accès séparés, notamment le circuit sécurisé destiné aux détenus (cf. § 6.3.4.2 et 6.5.1.3), les caractéristiques acoustiques et la résistance des matériaux des locaux.



## 7 ANNEXES

### 7.1 Matérialité du bâtiment

Sont présentés ci-après des exemples de la matérialité souhaité pour le bâtiment provisoire.



Entrée provisoire du château de Versailles - Explorations Architectes



Extension provisoire tribunal de justice de Bobigny - Ateliers Roggwiller



Bâtiment provisoire de l'École Bellach, Soleure, Suisse.  
Verve Arkitekten



Extension de bureaux a Beaupréau - Bâtiment modulaire  
de série du fabricant Cougnaud - CUB architecture



École modulaire Bourg-les-Valences - Naud-Passajon  
Architecte / Déjos Jean-Paul Architecte



École modulaire à Juvignac - Stéphane GOASMAT



Siège IOK (Belgique)- Bart Biermans & Koen Drossaert